

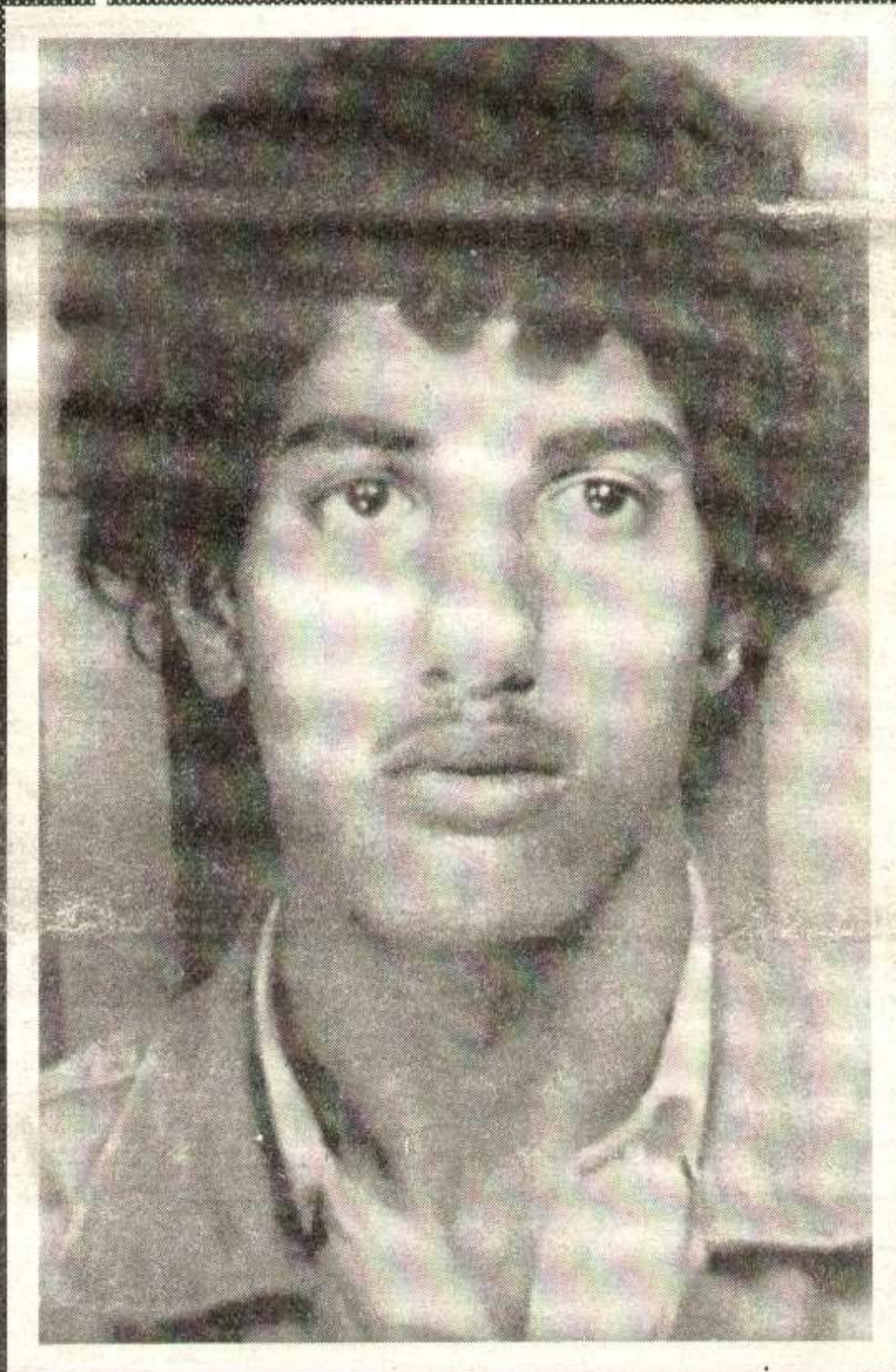
N° 1222 - du 23 au 29 octobre 1980 - 4,00 F

l'humanité rouge

organe central du **PCML**

LE CAP
DES 1 MILLION
ET DEMI
DE CHOMEURS
OFFICIELS EST PASSE.
COMMENT
VIVENT-ILS?
VOIR PAGE 4

ILS L'ONT ASSASSINÉ



17 Octobre 1961

200 algériens assassinés en plein Paris

C'était il y a 19 ans, le préfet de police, Maurice Papon, publiait le communiqué suivant : « Dans le but de mettre un terme sans délai aux agissements criminels des terroristes algériens, des mesures nouvelles viennent d'être décidées par la préfecture de police. En vue d'en faciliter l'exécution, il est conseillé, de la façon la plus pressante, aux travailleurs algériens, de s'abstenir de circuler la nuit dans les rues de Paris et de la banlieue parisienne et plus particulièrement de 20h30 à 5h30 du matin... ». C'était l'instauration du couvre-feu pour les travailleurs immigrés algériens.

Le 17 octobre, pour protester contre cette mesure, à l'appel du FLN, des dizaines de milliers d'Algériens manifestent à Paris, à partir de 20 heures. La répression policière tournera au massacre. Le 18 octobre, la préfecture annoncera officiellement deux morts parmi les manifestants. Combien furent-ils en réalité? Le 24 octobre, au Conseil municipal de Paris, Raymond Bossus et Claude Bourdet interpellent le préfet Papon en demandant : « Combien de morts parmi les Algériens? Combien de noyés? Combien de tués, à la suite de coups?... Est-il vrai, en particulier, que cinquante morts ont été ramassés dans la cour de la caserne de la Cité, le soir du 17 octobre? Est-il vrai que cent cinquante corps ont été retrouvés dans la Seine, entre Paris et Rouen? ». Maurice Papon ne répondit pas.

17 octobre : une date que l'histoire devra retenir au nombre de plus grands crimes de ceux qui nous gouvernent. N'est-ce pas M. le ministre, Maurice Papon?

A L'ETOILE

« Dans les enclos faits sur les trottoirs avec des barrières métalliques utilisées pour les cérémonies, des milliers d'hommes sont étroitement serrés les uns contre les autres, visages baissés, mains sur la nuque. Des policiers, l'arme ou la matraque au poing, poussent sans arrêt de nouveaux Algériens vers les parcs. Il en vient de partout. Dans toutes les rues et les avenues, autour de l'Etoile, des Algériens isolés ou en petits groupes marchent sur les trottoirs. Les policiers n'arrivent pas à les canaliser, encore moins à les arrêter tous, tant ils sont nombreux. Les coups pleuvent. Aucun Algérien ne riposte. Avenue de la Grande-Armée, on entend les détonations.



Photo Elie KAGAN

« Au coin de l'avenue de Wagram, une trentaine de femmes et de jeunes filles, avec des enfants; désespérées, elles hurlent en arabe ou en français. Elles crient leur vie intolérable.

« Une jeune Française, parmi ses camarades Algériennes, son bébé brun dans les bras, qu'une amie abrite avec un parapluie, est la plus acharnée. Les agents la fourrent dans le car. Un Français, jeune, bien habillé, essaie de s'interposer avec un courage inouï.

« Les agents le jettent dans le car, le canon d'un revolver dans les côtes.

« Avenues Mac-Mahon et Hoche, aux Ternes, rue de Courcelles, dans les ruelles, des files d'hommes sont là, nez au mur, dos à la pluie, attendant sous la menace des mitraillettes.

« Des femmes appellent en arabe leurs enfants rafiés, se tordent les mains, pleurent.

« A 22 heures, tous les centres de police sont pleins d'Algériens appréhendés. Le Palais des sports est réquisitionné pour enfermer 3500 nouveaux appréhendés.

« A 22h30, l'Agence France-Presse annonçait, officiellement, que deux Algériens avaient été tués. »

AU QUARTIER LATIN

« Différents points de rassemblement étaient prévus, dont le boulevard Saint-Michel. Une colonne descend, à 20h25, en direction du boulevard du Palais.

« Elle semble interminable. Des hommes de tous âges, mais où dominent les jeunes, pauvrement habillés.

L'un s'abrite sous un parapluie, un autre porte un chapeau enfoncé jusqu'aux yeux. Ça et là, une jupe de femme, et des adolescents côtoient des vieillards. Beaucoup marchent avec une lourdeur paysanne, mais ils marchent en silence, sans un cri, avec une inexprimable dignité.

« Une première charge de police a eu lieu à l'angle du boulevard du Palais et du quai des Marchés-Neufs. Les gardiens de la paix frappent à coups de bâtons blancs, de crosses de mitraillettes.

« Une seconde charge a eu lieu devant le café « Le Terminus », boulevard Saint-Michel, à 20h30. Les vitres éclatèrent sous la poussée massive des Algériens, tassés et frappés à coups redoublés. Bientôt, les cars de police sont pleins de victimes saignantes et gémissantes; des bras et des jambes d'hommes évanouis pendaient par les fenêtres.

« Cela dure jusqu'à 21h30. « Inlassablement, les manifestants, d'où seul fusait, ça et là, un cri, un chant, un appel, oscillaient de la place Edmond-Rostand à la place Saint-Michel. Devant le café « La Source », un homme reste le nez dans le ruisseau. Il ne bouge plus. Le sol est jonché de souliers et de bérets. D'un bout à l'autre du boulevard, des tâches de sang se diluent sous la pluie.

« Sans cesse, des cars bleus ramassent leur cargaison de blessés.

« La pharmacie du 12, boulevard Saint-Michel est transformée en hôpital.

« A 21h30, la manifestation est dispersée. La poursuite des manifestants isolés

se poursuit dans les petites rues du Quartier Latin... »

(Libération, 18 octobre 61)

« Dans le moindre de leurs gestes, on sent chez les policiers de la haine. Tous font du zèle, frappant les hommes au passage, au lieu de simplement les canaliser. « Salopards! Salopards de rats... ». Des enfants surgissent d'un angle de mur; l'aîné a peut-être dix ans. Il met les mains en l'air pendant qu'un policier en civil le fait avancer, revolver dans le dos.

« Pendant les fusillades des grands boulevards, où un Français qui se rendait au cinéma eut la tête cassée d'un coup de crosse — une distraction — et où un de mes amis compta (et vérifia) cinq cadavres — j'étais en bas du boulevard Saint-Michel, où la police chargeait la foule là encore pacifique, désarmée, obéissant avec discipline à son propre service d'ordre. Dans la pharmacie la plus proche, après la charge, douze hommes étaient étendus, hébétés par les coups, le sang coulant de leurs têtes sur leurs visages mouillés et mal rasés, sur leurs vêtements déchirés! « Prenez d'abord celui-ci », disait le pharmacien à un groupe de Français qui les chargeaient dans leur 2CV, il est dans le coma. »

« Tous ces blessés, tous ces cadavres : autant de « bavures ». Sans doute n'était-il pas prévu de faire couler tant de sang. Les policiers, je pense, n'ont pas pu « se retenir », ça a été « plus fort qu'eux ».

(Témoignage Chrétien, le 26 octobre 1961.)

La vie d'un jeune Arabe

6 octobre 1961 à Boulogne-Billancourt : une rafale tirée par des policiers tue un jeune Algérien de 13 ans sur le trottoir de la rue Heinrich. 18 octobre 1980 à Marseille : une rafale tirée à bout portant par un policier tue un jeune Marocain de 18 ans.

En 19 ans, bien des choses ont changé. Mais, entre ces deux dates, quand donc des hommes ne sont-ils plus tombés? Tombés sous les balles de policiers ou de bandes fascistes. Abattus tout simplement parce qu'ils étaient arabes. Assassinés par cette haine qui a pour nom racisme et qui pourrait s'apparenter à une sorte de folie meurtrière si elle n'était le produit secrété et entretenu par ceux qui dirigent ce pays.

Le racisme et les crimes antiarabes sont devenus en France des « faits divers banals ». Preuve en est le peu de place accordé par la presse et la télévision au meurtre de Marseille; quelques jours après l'attentat de la rue Copernic et la belle unanimité des discours antiracistes d'alors. Le racisme, quand il est antiarabe, serait-il moins détestable que lorsqu'il est antisémite? Pour nous, le combat antiraciste est un.

A Marseille, c'est bien de racisme qu'il s'agit. La population immigrée de cette ville et d'ailleurs l'a bien ressenti comme cela. Comment expliquer ce crime commis sans que puisse être invoqué le prétexte d'une quelconque menace? Comment, si ce n'est par cette haine qui envahit certains devant un Arabe, pour qui le comportement menaçant devient alors normal, qui braquent un pistolet mitrailleur armé, car pour eux, une vie d'Arabe, de jeune Arabe, ce n'est rien! Non, il n'y a pas de bavure. Il y a le produit de toute une politique, de tout un climat entretenu par la politique du pouvoir.

Le 14 octobre, à Metz, le ministre Stoléro, s'en prenant aux mineurs marocains de Merlebach, s'exclamait : « S'ils désirent rentrer chez eux, nous ne les retiendrons pas ». Voilà quelle était sa réponse à des hommes qui sont aujourd'hui en grève parce qu'ils veulent l'égalité avec les autres mineurs. Pour le ministre Stoléro, un travailleur immigré est inégal par définition. C'est l'inégalité ou la porte. Le voilà le racisme d'Etat, le racisme aux mains blanches! Celui qui érige en lois les contrôles, les expulsions et les internements arbitraires.

Le crime de Marseille, c'est aussi le produit du racisme ambiant qui sévit dans la police. Racisme qui explique que les tortionnaires fascistes d'un jeune Algérien de Bondy ne soient pas retrouvés alors qu'ils sont connus. Racisme qui vient de loin. Racisme entré en scène quand, par exemple, le procès du policier qui tua Mohammed Diablot par un non-lieu. Le combat de le ministre Bonnet n'est pas contre ceux qui prônent le racisme dans la police; pour lui, l'hitlérisme ne relève-t-il pas de la liberté d'opinion? Il réserve ses sanctions aux policiers qui dénoncent les activités fascistes.

Comment d'ailleurs pourrait-il combattre le racisme, lui qui fixe comme tâche à la police de contrôler ceux qui, comme dit son collègue Peyrefitte, « n'ont pas une bonne tête »?

Bon ménage, MM. les ministres Stoléro, Bonnet et Papon. Pour nous, il ne doit y avoir ni silence, ni oubli. Silence devant le crime de Marseille. Oubli devant ces autres morts d'un 17 octobre 1961. Vous rappelez-vous, M. l'ex-préfet de police Papon?

Pour nous, la vie d'un jeune Arabe vaut plus que tout l'or du monde.

Pierre BURNAND

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques JURQUET — Rédacteur en chef : Pierre BURNAND
Rédacteurs : Gilles Carpentier, Léon Cladel, Claude Dhalluin, Hervé Dastar, Rémi Dainville, Estelle Delmas, Serge Forest, Michel Lopez, Catherine Lemaire, Claude Liria, Claude Lebrun, Yves Lepic, Charles Malloire, Pierre Marceau, Claire Masson, Alain Mercier, Nathalie Villotiers, Evelyne Le Guen.
Secrétaire de rédaction : Pierre Marceau — Administration : Max Durand.
Imprimerie La Nouvelle — Directeur de publication : Jean-Luc EINAUDI.
L'HUMANITE ROUGE — BP 201 — 75926 Paris Cedex 19 — CCP 3022672 D La Source — Commission paritaire N° 57 952 — Dépôt légal : 4e trimestre 1980



«Ils ont tué notre fils»



Marseille Samedi 18 octobre - 22h30 «Il s'est retourné, a chargé son MAT 69, l'a rentré dans la voiture et il a tiré». Il est inculpé d'homicide involontaire ...

Ben Mohamed avait 17 ans. Il ne nous reste de lui que ce cliché de sa carte d'identité française. Ben Mohamed habitait la cité des Flamands, dans le quartier nord de Marseille, un de ces blocs de béton avec ses parkings et ses trois platanes comme ère de jeu. Samedi dernier, Ben, Chérif, Djamel et Zahir venaient de mettre la dernière main à la préparation du match de foot que leur club organisait le lendemain. Il est 22 h 30, Zahir vient d'avoir son permis. Il emprunte la voiture de son frère et ils sortent pour acheter des sandwiches.

Voilà comment Zahir raconte ce qui s'est passé ensuite, à la hauteur de la cité de la Busserine où une patrouille de CRS effectue un contrôle : «Ils ont arrêté la voiture et m'ont demandé les papiers. Je les ai présentés; tout était en règle. Ils nous ont fait ouvrir la malle, puis ils ont fait sortir Ben Mohamed et l'ont fouillé. N'ayant rien trouvé, ils l'ont fait rentrer dans la voiture. Un des CRS a contourné le véhicule et s'est dirigé vers Djamel en disant : "Ce soir, j'ai la gâchette facile". Puis il est reparti du côté de Ben Mohamed. Là, il s'est retourné, a chargé son arme, puis il a rentré le MAT 69 dans la voiture et il a tiré alors que je n'avais pas encore remis la clé de contact». Deux balles à bout portant ont tué Ben Mohamed sur le coup.

Dimanche, la nouvelle se répand comme une traînée de poudre dans les quartiers nord. A la cité des Flamands, militants anti-

racistes et habitants organisent la mobilisation. Le rendez-vous est donné à 14 h pour une marche qui va parcourir toutes les cités du quartier nord. Cette manifestation va drainer plus d'un millier de femmes, de jeunes. Une commission d'enquête composée de juristes recueille les dépositions des témoins.

Les femmes et les mères des Flamands lancent un appel «à toutes les mères, à toutes les femmes» pour le lundi : «Ce n'est pas une bavure, ce n'est pas un accident, c'est un crime», disent-elles. «Nous ne voulons plus avoir peur pour nos enfants et pour nos maris, nous ne voulons plus avoir la crainte de sortir. Assez de contrôles racistes, assez de lois racistes, assez d'impunité pour les racistes. Femmes, mères de tous les pays, unissons-nous! N'envoyons pas nos enfants à l'école aujourd'hui. Allons toutes avec nos enfants demander justice, à 10 h 30 devant la Préfecture».

Des centaines de femmes et d'enfants, vont ainsi faire le siège de la Préfecture avant d'être reçus à 12 h 30. «C'était la journée de l'Aïd El Kebir, c'était une journée de fête. Ils en ont fait une journée de deuil. Pourquoi on nous tue?» crient ces femmes du Maghreb à l'attention du préfet. Le soir, à 18 h, l'ensemble des partis de gauche, du PS au PCML, les organisations antiracistes et démocratiques et le Conseil des institutions juives soutiennent la manifestation appelée par le MRAP et

les habitants des Flamands. En tête, une masse compacte de jeunes, de femmes, de travailleurs immigrés, crie sa colère. Ils sont plusieurs milliers à être descendus des cités pour envahir la Canebière, pour dire bien haut que la peur, l'angoisse, ça suffit. Ils sont des milliers, parce que, si c'est arrivé à Ben Mohamed, ça peut arriver à n'importe quel jeune. Ben n'avait rien à se reprocher, il n'avait pas de casier judiciaire, il n'avait pas volé, il n'avait pas fui, il n'a pas menacé. Son «crime», c'est d'avoir 17 ans et les cheveux trop foncés. Si à l'arrière de la manifestation les élus du PS sous la banderole de la LICRA et ceux du PCF défilent sereinement, en tête, le service d'ordre aura beaucoup de mal à contenir un cortège qui déboule littéralement de la Canebière et s'engouffre dans la rue St Ferréol. Par les soins des pouvoirs publics, la place de la Préfecture est plongée dans l'obscurité la plus totale. Les casques des policiers se discernent à peine derrière les cars grillagés. Un face à face tendu va se prolonger entre les manifestants et les policiers. Les syndicalistes, les militants antiracistes, ont bien du mal à contenir la pression des manifestants qui sentent pour une fois leur force face aux flics. Malgré quelques jets de bouteilles et le bris de deux ou trois vitrines, la manifestation quittera cette place-souricière et se dispersera en ville.

Cette mobilisation, véritable explosion de haine contre le racisme et la police devrait sonner

comme un avertissement aux oreilles du préfet.

Les habitants des quartiers nord, les jeunes, les immigrés, ne toléreront plus l'intolérable. Il serait temps que Marseille cesse d'être la capitale de la bavure. De la bavure impunie. Le MRAP rappelle à ce propos : «Depuis l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic à Paris, le gouvernement s'efforçant de blanchir sa police, y compris de la disculper de ses attaches avec l'extrême-droite, tenait tout récemment par la bouche de son représentant, le préfet de Marseille, les propos suivants : "La sécurité des étrangers vivant en France ne peut être assurée qu'en augmentant le nombre de policiers et en les dotant d'un matériel plus sophistiqué". Or, nous ne savons malheureusement que trop comment cette police entend "protéger" la population maghrébine en France. Et de ce point de vue, la liste des bavures policières est déjà suffisamment longue à Marseille. Bornons-nous à citer l'assassinat d'Abdellaoui, tué par un policier en tenue, gare St Charles, en novembre 1977 et plus récemment un mariage algérien qu'une incursion brutale de la police et des CRS avec chiens et grenades a fait tourner au drame en juillet 1979 à la cité Bassens. Autant de crimes restés impunis, autant d'affaires discrètement enterrées».

Hervé DASTAR
Correspondant régional

Un avion de tourisme s'est écrasé vendredi sur les contreforts des Vosges, à quelques kilomètres de Colmar. Les sept passagers ont connu une fin tragique. Paix à leur âme. En dépit du mauvais goût évident de l'observation, on ne peut manquer de s'intéresser à la personnalité des victimes.

Outre les deux membres de l'équipage, on dénombrait en effet trois industriels et un patron d'hôpital réunis autour d'un des PDG des magasins Casino. Envoyés pour une partie de chasse, ils utilisaient les services d'un appareil dont on apprend qu'il appartenait à la société Casino.

Derrière le fait divers banal apparaît le quotidien scandaleux.

Qu'il vienne à manquer dans les comptes que la caissière de Casino fournit en fin de journée, voilà les patrons tout prêts à évoquer le détournement des fonds de la société. Surprise au grignotage dans les rayons, la vendeuse sera traitée à l'égal d'un malfaiteur. Mais qu'en haut on use et abuse à des fins privées des biens de la société, il n'y a rien là que de très normal.

Puisqu'on se tue à vous dire que rien n'est à vous et que tout est à eux...

A bâtons rompus

Par Pierre Marceau

«**L**a Chine a rompu avec le carcan lénin-marxiste. Les jeunes s'adonnent aux danses occidentales et les femmes vont chez le coiffeur». Notez que l'homme qui administre de telles preuves sait de quoi il parle. La Chine, il connaît puisqu'il appartient à la suite giscardienne au titre de grand écrivain, grand journaliste. Vous ne le reconnaissez pas? Il s'agit d'un dénommé Arthur Comte.

Bigoudis et rock'n roll, voilà Marx et Lénine mis en bien mauvaise posture, on en conviendra. M. Comte apparaîtrait comme un analyste plus avisé s'il ne confondait pas *Le manifeste du parti communiste* et les images édifiantes de la vie des saints.

Encore Comte tendait-il à élever son commentaire au niveau de la philosophie. Ce qui n'est pas un mince mérite à côté des «informations» de quantité d'envoyés spéciaux. Une semaine durant, ils nous ont présenté la Chine comme une mauvaise caricature d'un capitalisme de pauvres.

Mais qu'ont-ils donc tous à cracher dans la soupe socialiste pour en dégoûter les autres? Tout le monde sait bien qu'ici bas, rien ne vaut que de vivre sous le giscardisme. Comment l'idée pourrait-elle nous venir d'envisager un autre état?

J'ai un copain qui vient de divorcer. Enfin, disons qu'il vient d'en finir (et sa femme avec lui) avec la procédure corrosive qui seule permet de dissoudre les liens du mariage. Plus d'un an que l'affaire est engagée. En tout bien tout honneur et en parfaite conformité avec les dispositions légales portant réforme du Code civil. J'ai nommé la procédure dite du «consentement mutuel».

Promue aux premiers mois du septennat giscardien, cette réforme permet d'éviter les happenings scabreux qui seuls autrefois avaient l'agrément de la justice. Je veux parler des flagrants délits d'adultère, mises en scènes de ménages dans le bureau du juge et autres joyusetés. Bref, pour la première fois depuis que Saint Just et la République firent admettre le droit à la séparation, on peut divorcer par convenance mutuelle.

Seul bémol à cette réforme, rien n'a été abrogé de l'usage ancien. C'est-à-dire que consentement mutuel ou pas, il faut toujours recourir aux services onéreux d'un avocat pour faire entendre au bureau des affaires matrimoniales qu'on a décidé de ne plus faire route ensemble. Autant dire que la réforme demeure sans effet pratique sur le porte-monnaie. Et la dernière chose qu'on doit faire à deux, c'est encore de se délester d'un pactole.

Sûrement que s'il faut payer si cher, c'est pour décourager les pas sérieux. Si le divorce et l'avortement étaient gratuits, où irait-on mon bon monsieur!

500 000 CHOMEURS NE TOUCHENT RIEN !

1 519 000 chômeurs! Une augmentation de 6,7% de septembre 79 à septembre 80 et encore ces chiffres officiels ne prennent pas la réalité dans sa totalité, ils délaissent les demandeurs d'emploi qui ont été rayés des listes de l'ANPE. Plus nombreux, ils acquièrent aussi une certaine ancienneté dans le chômage. De 7,6 mois en 75, elle est passée à 10,9 mois en 79.

Inexorablement, les files de chômeurs grossiront les temps prochains, l'INSEE prévoit en effet la perte de 53 000 emplois par an pendant cinq ans dans l'agriculture, d'ici 85, 8 000 postes disparaîtront dans l'automobile, 3 000 dans le verre et 16 000 dans la chimie de base. La faux du chômage, semblable à celle de la mort n'épargne personne, cadres, techniciens, ingénieurs, ou-

vriers qualifiés, manœuvres et sans qualification. Ainsi, parmi les demandeurs d'emploi : 670 000 ouvriers, 200 000 jeunes avec un niveau CAP et 60 000 bacheliers ou universitaires.

Cependant, les plus frappés sont encore les jeunes à la recherche d'un premier emploi, 96 400 inscrits à la recherche d'un premier emploi en septembre, contre 48 100 en août — parmi les demandes que reçoit le Secours catholique dans le Limousin, 80% sont constituées par des jeunes chômeurs entre 18 et 20 ans, 60% d'entre eux n'offrent aucune qualification professionnelle et 13% sont analphabètes — mais aussi les travailleurs licenciés pour cause économique : 37 100 en septembre contre 24 300 en août, et ceux de «fin de contrat à durée déterminée» : 119 000 en septem-

bre contre 59 800 en août!

ET ALORS DE QUOI VIVENT CES CHOMEURS?

Et alors, de quoi vivent ces chômeurs?

32,9% (chiffres de l'ANPE en septembre) touchent l'allocation de base, pour un licenciement ordinaire, pour une fin de contrat à durée déterminée, soit 25,00 F par jour, plus 42% de leur ancien salaire.

9,2% l'allocation spéciale, pour un licenciement pour cause économique, soit 25,00 F par jour, plus 65, puis 60, 55, 50% de leur ancien salaire.

5,1% l'allocation forfaitaire, pour ceux qui n'ont pas de référence de travail, soit 50,00 F, soit 37,50 F, soit 25,00 F selon leur catégorie.

6%, l'allocation de fin de droit, soit 25,00 F par jour.

13,5% la garantie de ressources, pour les licenciés ou les démissionnaires à partir de 60 ans, 70% de leur ancien salaire.

0,6% l'indemnité de formation, soit 100% du dernier salaire.

Au total, 67,3% des chômeurs sont indemnisés, donc 32,6% ne touchent RIEN. A Paris, au 30 juin 80, 21 336 chômeurs ne percevaient aucune allocation, un sur 4!

Dans la région parisienne, au 31/3/80, sur 265 992 demandeurs d'emploi, 134 294 ne percevaient rien; au 30/4/80, sur 261 822, 128 985 ne percevaient rien; au 31/5/80, sur 258 324, 127 572 ne percevaient rien, au 30/6/80, sur 253 224, 115 782

ne percevaient rien! Mais, sait-on combien de chômeurs, qui ont perdu leurs droits à l'ANPE l'année dernière, sont aujourd'hui exclus des prestations de Sécurité sociale?

Il n'est pas étonnant alors d'apprendre que le Secours catholique a reçu plus de 30% de sollicitations par rapport à l'année dernière. Il révèle par ailleurs que sur les personnes demandant une aide, des hommes, des femmes, aux couples, aux jeunes de moins de 25 ans, à ceux de 26 à 45 ans, ceux de plus de 45 ans et les étrangers, 92 à 95% ne disposaient pas de ressources suffisantes.

D'après l'INSEE, trois quarts des ménages dont le chef de famille est chômeur ne réunissent pas même 3 000,00 F par mois. Et quand on sait qu'il faut au bas mot deux mois de délais pour toucher l'allocation de chômage et un an celle du logement, on comprend d'autant mieux que l'Union des HLM de Lorraine ait vu ses impayés augmenter de 60% entre 78 et mars 80, que l'office de Valence, dans la Drôme constate que 22,5% de ses locataires ont moins de 2 000,00 F par mois, que la péniche de l'Armée du salut, quai d'Austerlitz compte de plus en plus d'ajusteurs, de menuisiers, etc. et que les Caisses d'allocations familiales et l'Aide sociale s'accordent pour dire que de plus en plus d'ouvriers qualifiés et d'agents de maîtrise sollicitent des secours, fait inédit jusqu'à présent.

N.V.



BONDY : QUESTIONS A UNE POLICE EN QUESTION

Le 16 octobre la commission d'enquête sur les activités fascistes en Seine-Saint-Denis tenait une conférence de presse. L'attitude de la police à la suite des agressions fascistes commises en juin dernier à Bondy a été particulièrement mise en cause.

Le 30 mai, une bande de fascistes se livre à une ratonade dans la cité De Latre de Tassigny. Le jeune Mohamed a le dos tailladé à coups de lames de rasoir. Aujourd'hui les agresseurs courent toujours. Et bien des questions se posent.

Les jeunes, victimes de l'agression fasciste, ont été précis dans leur description de l'agression. Il s'agissait d'une bande raciste organisée. Pourquoi n'a-t-on pas tenu compte de leur témoignage?

Non seulement on n'en a pas tenu compte, mais la police, sans enquête, a lancé la version selon laquelle il s'agissait de «rivalités amou-

reuses entre bandes de lou-bards». A-t-on voulu cacher la réalité?

— La police a attendu cinq jours avant de recueillir la déposition de la victime, Mohamed. Pourquoi cette lenteur dans l'enquête?

— Le 5 juin, le commissaire de police de Bondy disait à de jeunes immigrés qu'il savait qui étaient les agresseurs et qu'il leur avait fait dire de ne pas recommencer. Il ajoutait que si les jeunes immigrés voulaient se défendre, ils auraient affaire à lui!

— Le 19 juin, le journal *Echo 93* écrivait : «Le même soir, des individus circulant au Raincy ont été interpellés, ils ont été trouvés porteurs d'un engin explosif et de différentes armes, couteaux, gourdin, etc. Interrogés sur le passé et le genre des personnages arrêtés par la police, le préfet reconnaît que l'un d'entre eux, notamment, est

bien connu pour son comportement raciste». Que sont-ils devenus? Ne faisaient-ils pas partie des agresseurs? Ont-ils été remis en liberté comme les frères Faure, interpellés le 12 juin, après avoir tiré des coups de feu contre de

jeunes immigrés à Aulnay-sous-Bois?

— Le 2 juin, nouvelle agression raciste à Bondy : une conseillère municipale en a été témoin, l'a signalé. Pourtant on n'a pas recueilli son témoignage. Pourquoi?

8 ANS DE PRISON POUR UN AUTONOMISTE BRETON

Une nouvelle fois la Cour de sûreté de l'Etat a très lourdement frappé. Non pas ceux qui assassinent des immigrés, qui ont commis des attentats dont le but était de tuer, qui font l'apologie d'Hitler, non il s'agissait d'autonomistes bretons qui étaient accusés d'avoir plastiqué le local des renseignements généraux de St-Brieuc sans avoir menacé de vies.

Alors que l'accusation réclamait 7 ans contre Hervé Le Bevilion, le tribunal l'a condamné à 8 ans de réclusion criminelle. Claude Briant et Jacques Surzur ont été condamnés à 5 ans de réclusion criminelle, André Le Cnuff à 5 ans d'emprisonnement dont 2 avec

sursis et Marie Noëlle Tréguier à 13 mois avec sursis.

Ainsi la liste des prisonniers politiques condamnés à de lourdes peines ne cesse de s'allonger.

On ne peut manquer de rapprocher ces très lourdes condamnations des six mois de prison auxquels a été condamné le chef néo-nazi Fredriksen. Il aura fallu une puissante mobilisation populaire et le crime de la rue Copernic pour qu'il soit condamné. A une peine bien légère au regard des attentats criminels qui ont été revendiqués et dont la FANE a fait l'apologie. Le combat pour que les uns soient arrachés à la prison et que les autres y soient mis doit continuer.

Pour vos règlements à l'administration du journal effectués par virement postal, nous vous recommandons d'indiquer la seule mention «Humanité Rouge», sans indiquer le numéro du compte chèques. L'encaissement s'en trouvera accéléré.

AVEC LE PROJET SUR «L'AIDE A L'ENFANCE» DEUX FOIS PLUS DE JEUNES IRONT EN PRISON

Avez-vous entendu parler du rapport de Bianco et Lamy sur l'aide spéciale à l'enfance ? Non, c'est probable, les mass media n'en font guère de publicité et pourtant il est digne de retenir toute notre attention. De fil en aiguille, partant d'un constat d'échec plus ou moins partiel des centres d'hébergement accueillant les mineurs en difficulté, cette étude propose de les supprimer. Les crédits alloués à l'aide sociale seraient dispatchés directement aux familles nécessiteuses, cependant, le préfet, seul, déciderait de l'opportunité de verser une allocation à une famille, les crédits seraient bloqués pour l'année. Le pouvoir économique du préfet n'en serait qu'affermi, mais par ailleurs les DDASS (Direction de l'action sanitaire et sociale), dépendantes des préfectures, verraient, elles, leur pouvoir administratif renforcé; elles détiendraient la plus haute autorité: les juges pour enfants n'auraient plus le contrôle de l'exécution de leurs décisions. Il résulterait d'une telle gestion que les jeunes délinquants, faute de trouver refuge dans un centre d'hébergement, seraient plus massivement et plus systématiquement incarcérés.

Nous avons désiré en savoir plus sur ce projet qui donnera lieu prochainement à un projet de loi; c'est pourquoi nous avons rencontré Yves Chaussignand, secrétaire national du syndicat national du personnel de l'éducation surveillée (SNPES/FEN), obtenant 80% des suffrages aux élections professionnelles.

■ Peux-tu nous tracer les grandes lignes structurelles de l'aide à l'enfance ?

Actuellement, la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale régit des établissements publics, comme les PMI (Protection maternelle et infantile) et privés, comme les établissements accueillant les orphelins. La gestion des centres d'hébergement des mineurs constitue la principale activité de la DDASS, le milieu ouvert - jeunes suivis par un éducateur dans sa famille - une très faible partie.

Le but du projet est de renverser la vapeur; à cette fin, il détourne démagogiquement des arguments sur les carences et les défauts de ces établissements. Simone Veil a recouru aux mêmes détours, elle a dénoncé d'abord l'inhumanisation des hôpitaux et vanté les soins à domicile; dans un second temps, elle a supprimé des lits; le 3e temps, consacré au développement des soins à domicile, on l'attend encore. Bianco et Lamy n'ont donc rien à inventer: 1ère phase, ils mettent en relief les défauts du centre d'hébergement, 2e temps ils les suppriment, la transformation de l'essai: l'essor du milieu ouvert, on n'est pas prêt d'y assister. Le travail reposerait essentiellement sur l'éducateur, l'assistante sociale, le médecin, etc., au lieu d'avoir 10 éducateurs pour 30 jeunes, un seul

«suffirait» à la tâche.

■ A ce propos, quelle analyse fais-tu des centres d'hébergement ?

Il est exact que le placement des mineurs n'est pas une panacée; les gamins sont déracinés, les familles démantelées, les centres d'accueil ne pallient pas forcément à leurs troubles psychologiques, sociaux et familiaux, pis, ils engendrent parfois des handicaps, les jeunes se classent à part, ne se sentent pas insérés dans une structure reconnue par la société. En revanche, les petits centres, les foyers, ont marqué une évolution positive dans l'hébergement, proches des domiciles des jeunes, leur permettant de suivre leur scolarisation ou leurs activités professionnelles, ils parviennent bien souvent à les réinsérer. Mais cette dimension de l'hébergement n'intéresse guère l'administration, elle retient avant toute chose la lourdeur des charges des centres d'hébergement, frais d'équipement, de personnel.

AGGRAVATION DE LA TUTELLE SUR LES FAMILLES

■ En redistribuant les cartes, comment l'administration dispatcherait-elle les allocations ?

Les allocations seraient versées aux familles nécessiteuses, cependant les condi-

tions de leurs attributions seraient particulièrement limitées. Replaçons-nous dans le contexte actuel, pour mieux comprendre celui de demain. Aujourd'hui, x somme d'argent est attribuée à un centre d'hébergement; en cours d'année, l'argent fait défaut pour couvrir les frais de chauffage, de nourriture, il reçoit alors une rallonge budgétaire. Demain, le budget serait bloqué, rationalisé, le montant d'une allocation allouée à une famille ne pourrait pas augmenter. Seul le préfet accorderait ou non une aide financière en fonction de son budget. Une telle situation accentuerait jusqu'à la caricature la tutelle, déjà existants, de l'administration à l'égard des familles assistées.

On a dégagé deux conséquences économiques néfastes de cette nouvelle organisation; il en existe une 3e à caractère juridique. Le juge pour enfants aiguille un gamin sur la DDASS; celle-ci est obligée d'exécuter ses décisions avec toutefois des licences. Un exemple, en 78, un député du centre de la France s'était plaint de voir un centre privé de sa circonscription, vide; la DDASS lui a rendu un menu service, elle y a fait transférer de Paris des enfants grabataires. Certains ont trouvé la mort dans ce transport. Ou'importe, le centre s'était rempli, il pouvait facturer ses prix de journée à la DDASS! Un autre: on se souvient de ce curé, Fabre, qui martyrisait les jeunes dans son centre, l'*Espédilou*; la petite Isabelle avait succombé à ces tortures, l'administration était parfaitement au courant de la pédagogie très spéciale du père Fabre, mais elle fermait les yeux et continuait à banquer. Je m'occupais d'une petite jeune femme de 17 ans, enceinte, elle avait confié son bébé à la DDASS, obligée de trouver du travail; quelque temps plus tard, elle a voulu récupérer son enfant, la DDASS lui a répondu qu'elle l'avait donné à une famille nourricière dans le Nord, dont elle avait perdu la trace. Avec la nouvelle répartition des pouvoirs, ce genre de «bavures» ne pourrait que s'étendre, le juge pour en-

fants ne pourrait qu'intervenir en début de procédure, il perdrait le contrôle de l'exécution de ses décisions. Des recours ont été prévus contre certaines dispositions de la DDASS, mais c'est elle qui en donnerait les possibilités, elle serait juge et partie! D'ores et déjà, le directeur de la DDASS a le droit de faire appel contre une décision de justice.

ORIENTATION MASSIVE VERS LES PRISONS

■ Le nombre de mineurs en prison pourrait alors augmenter fortement ?

Oui, si un jeune est amené à commettre un délit, c'est parce qu'il souffre d'une inadaptation à la société, dès lors que le mal n'est pas arraché aux racines, l'aide sociale ne peut prévenir et enrayer la délinquance juvénile, moins encore avec l'application de cette réforme. On le voit, il n'y a rien avant pour prévenir le délit, il n'y a rien non plus pour soutenir le délinquant avec le net recul de la réinsertion sociale pour les détenus. Ainsi, un jeune qui commettrait une bêtise serait littéralement pris au piège. L'administration a mesuré toute l'envergure de cette nouvelle situation; elle se prépare à l'aborder en créant 10 000 places de prison d'ici 10 ans. Les jeunes délinquants sont à présent 3 000 en tôle, on peut s'attendre au minimum à 5 ou 6 000 d'ici la fin de l'année. En 78, 55 à 60 000 affaires de délinquance juvénile ont été traitées en justice; dans ce nombre, seulement 7 crimes de sang.

Le prétendu laxisme, il faudrait le chercher ailleurs. Avec l'application de ce projet, conjugué au projet de loi Peyrefitte, ajouté à un détournement de l'ordonnance de 45 sur l'irresponsabilité des mineurs devant leurs délits, c'est massivement que les jeunes délinquants iront en prison, des jeunes voleurs de disques ou autres tubes de rouge à lèvres, puisque la très grande majorité des délits des jeunes sont des chapardages.

Propos recueillis par Nathalie VILLOTIERS.

Les intertitres sont de la rédaction.



LARZAC On manifeste contre la reprise de la procédure d'expulsion

Au mois de mai dernier, la Cour de cassation annonçait l'annulation pour vice de forme des ordonnances d'expropriation concernant les 66 personnes qui avaient déposé un recours. Ces 66 personnes redevenaient donc propriétaires de leur exploitation: 3 300 hectares.

Les anciens expropriés ayant, le 1er août, communiqué la décision de la Cour de cassation à l'autorité expropriante, l'armée avait, à compter de cette date, 4 mois pour reprendre la procédure.

Mais que le Larzac fût ses 10 ans de lutte, le Préfet annonçait la reprise de la procédure d'expropriation pour le 29 septembre, l'enquête parcellaire étant fixée du 20 octobre au 5 novembre et les nouveaux arrêtés de cessibilité devant être pris vers le 15 novembre, les ordonnances d'expropriation avant la fin du mois.

Ce lundi 20 octobre, jour de la reprise de l'enquête parcellaire, a vu une importante mobilisation des paysans et de tous ceux qui les soutiennent, devant la mairie de Millau. Sur les 8 mairies concernées par l'enquête, 2 avaient fermé leur porte (La Roque-Ste Marguerite et la Couvertourade). Quant à la mairie de Millau, elle a fermé ses portes symboliquement lundi matin, mais le maire de Millau, Diaz, a mis une annexe à la disposition de l'enquêteur (qui était déjà arrivé dès 5 h du matin pour éviter de mauvaises rencontres!). Après quelques échauffourées le matin avec les CRS et gardes-mobiles (Pierre Burguière blessé), les manifestants ont investi la mairie l'après-midi afin d'obtenir qu'une salle soit mise à leur disposition pour une contre-enquête dite d'inutilité publique, et ils l'ont obtenue. Dès à présent, cette courte enquête a obtenu plus d'avis que l'enquête officielle contre laquelle Millau et les populations environnantes ont déjà largement exprimé leur désapprobation. Les deux maires qui ont refusé d'ouvrir leur mairie ont été suspendus pendant les 15 jours d'enquête et leur mairie réquisitionnée. Il est intéressant de noter que Diaz, ancien mécène du MRG, serait passé dans la majorité et brigueraient une mairie sur la Côte d'Azur.

Correspondant Aveyron



VIE OUVRIÈRE

«CHEZ NOUS LA RETRAITE A 65 ANS C'EST UN MEURTRE»

La situation des travailleurs du bâtiment est une des plus dures dans notre pays, en ce qui concerne les conditions de travail. Les plus défavorisés pour le travail, les ouvriers du bâtiment sont aussi dans leur droit au repos à la fin de leur vie. Nombreux sont ceux qui n'arrivent pas à 65 ans, rares ceux qui profitent longtemps de leur retraite.

L'aspiration à la retraite à 60 ans, légitime chez tous les travailleurs devient une véritable nécessité pour les ouvriers de cette profession.

C'est pourquoi la fédération construction bois de la CFDT vient d'annoncer une campagne pour la retraite à 60 ans. «Prendre la retraite à 65 ans, dans nos professions, doit être considéré comme un meurtre organisé» affirmait le responsable de la fédération. Le bilan est d'ailleurs alarmant : 600 morts par an, un nombre plus grand encore de mutilations, on enregistre dans le bâtiment et les travaux publics 1 accident toutes les 20 secondes, 1 mutilé

toutes les 3 minutes, 1 mort toutes les 3 heures.

L'espérance de vie d'un ouvrier manœuvre de 35 ans est de 33 ans, et 41,5% des décès d'ouvriers du bâtiment se produisent avant 55 ans.

Parallèlement à ce terrible constat, le droit à la retraite pleine et entière reste à 65 ans dans cette profession. Cette situation est intolérable, d'autant plus que du fait de la crise, le nombre de travailleurs de plus de 60 ans diminue considérablement; ils sont les premiers touchés par les licenciements. La CFDT construction bois va donc «engager ses structures» pour faire aboutir ces revendications :

— droit à la retraite à 60 ans avec 80% des rémunérations des 10 meilleures années, et 100% du SMIC au moins.

— avant 60 ans, droit à la retraite après 40 années validées.

— avant 60 ans, droit à la retraite après 35 ans validés si le travailleur a fait pendant 15 ans des travaux pénibles.

Radio Dufour en Lutte est née



Lundi 20 octobre, la section CFDT qui dirige la lutte chez Dufour (Montreuil) a inauguré RDL. Dans une conférence de presse, la CFDT a présenté sa radio. Née à l'initiative de la section, avec le patronage de l'UD-93, l'Union régionale parisienne, les métaux parisiens et la fédération nationale des radios-libres, RDL a pour but de briser la chape de silence imposée sur la lutte. Elle sera ouverte aux autres sections CFDT en lutte et en règle générale à toutes les organisations (non politiques) dont les buts sont convergents avec ceux de la CFDT.

Elle émet sur 90 mhz à partir de 19 h, tous les soirs. Par ailleurs, la lutte continue à s'organiser dans l'entreprise, et le jeudi 23 octobre un plan de reprise de la société PROFEL doit être présenté à tous les travailleurs.

ST AVOLD (57) CDF CHIMIE ACCIDENT MORTEL

Au lendemain de la mort d'un travailleur de la maintenance à CDF Chimie, les syndicalistes de la CFDT ne croient pas à la fatalité : ils mettent en cause la politique de la direction de CDF Chimie. Voici des extraits du point de vue de la CFDT sur la sécurité dans cette entreprise.

Après trois mois d'arrêt du «Vapo 1» pour des raisons dites conjoncturelles, celui-ci a été redémarré sans précaution particulière pour répondre à une demande elle aussi qualifiée de conjoncturelle. L'essentiel des soucis de la direction de CDF Chimie est actuellement la compétitivité. Au nom de celle-ci, tout est permis. Entre autre, la direction impose actuellement :

— un coût de main d'œuvre minimum (en n'hésitant pas, au besoin, à congédier environ 150 à 200 intérimaires);

— des démarrages le plus rapide possible;

— des démarrages ou ma-

nœuvres effectués en se passant de services chargés d'un rôle de prévention, de sécurité, de dépannage immédiat, tels que chimistes, régleurs, électriciens, inspection...

(...) Les représentants du personnel CFDT du Comité hygiène et sécurité ont maintes fois dénoncé et entrepris des démarches officielles et juridiques pour s'opposer à ces pratiques. Il y a environ trois semaines, déjà, deux travailleurs ont failli trouver la mort à la suite d'une émanation d'un gaz toxique et mortel. La CFDT avait mis en garde la direction officiellement, le 27 juin, du risque existant dans cet atelier. Le 14 octobre, un travailleur de CDF Chimie de la maintenance trouve la mort à la suite de la désintégration d'un moteur. La fatalité n'existe pas, la CFDT est en droit de se poser la question de savoir si cet accident mortel, n'est pas la conséquence directe ou indirecte de la politique suivie par la direction de CDF Chimie.

AUTOUR DE MANUFRANCE

St Etienne capitale de la lutte pour l'emploi



Ce samedi 18 octobre, tous les chemins menaient à St-Etienne. Ou plutôt, tous les chemins qui menaient à St-Etienne drainaient les nombreux cars CGT venus de toute la France à ce rassemblement national de l'emploi.

Combien étaient-ils ? : 50000, 80000, 100000 comme le déclarait Séguy en fin de journée? Le nombre importait peu au fond. Mais tous ces travailleurs, tous ces militants CGT avaient fait, pour une journée, de St-Etienne, «la capitale de la lutte pour l'emploi», comme devait l'affirmer Claude Fournier, secrétaire de l'Union départementale CGT de la Loire, et «la capitale de la colère et de l'espérance» comme devait le rajouter G. Séguy.

Ils avaient répondu massivement à l'appel lancé par Georges Séguy, le 18 septembre à St-Etienne de mobiliser à une action nationale pour appuyer et soutenir la lutte des travailleurs de Manufrance.

Tandis que les délégations convergeaient vers St-Etienne, l'animation commençait dès le matin dans la ville. Dès 9h le matin, les deux places principales devenaient deux expositions permanentes des entreprises en lutte. Manu-

france bien sûr, mais aussi de tout le pays, Dufour (Montreuil), Duquenne et Giral, Boussac, ARCT Creusot-Loire... marins-pêcheurs, postiers... Mais, quand vers 14h, le cortège des travailleurs de la région parisienne et du Massif central arrivait devant l'hôtel de ville, on ne pouvait guère plus voir les stands. La foule était trop nombreuse. On ne voyait plus que les banderoles, les badges CGT. Et l'enthousiasme grandissait d'heure en heure en constatant l'immense succès de la mobilisation. «On s'attendait à quelque chose, mais pas à ça», disait une travailleuse de Paris résumant ainsi l'avis général.

Ensuite, la journée de mobilisation nationale se déroulait en deux temps. D'abord, un meeting régional sur les marches de l'hôtel de ville, où intervenaient à la suite, Claude Fournier, secrétaire de l'Union départementale CGT, Joseph Jacquet, secrétaire de l'Union régionale et Joseph Sangueloche, maire PCF de St-Etienne. Rappel de la situation de l'emploi catastrophique dans toute la région Rhône-Alpes, «berceau de l'industrialisation de notre pays», rappel du long drame vécu par les travailleurs de Manufrance

depuis 3 ans, «dont on n'a pas le droit de jouer avec les nerfs», et remerciement de St-Etienne à tous les travailleurs de France pour l'immense élan de solidarité, les trois intervenants faisaient le point de la situation.

Puis la direction de la CGT, venue pour l'occasion au complet, en tête, la place se vidait petit à petit : une manifestation s'ébranlait vers l'usine de Manufrance, cours Fauriel.

Lorsque vers 17h30, G. Séguy, qui avait pris la parole après le secrétaire CGT de Manufrance, terminait son discours, le long défilé des travailleurs n'était pas encore terminé. Et ni le froid qui devenait vif, ni les averse de pluies ne tempéraient l'enthousiasme des participants.

«Manufrance doit vivre, Manufrance vivra!» le cri unanime réchauffait les cœurs, alternant avec appel à la lutte et à la fraternité du nouvel hymne de la CGT, «Le chiffon rouge».

Au moment où le nombre de chômeurs continue de croître dans notre pays, atteignant les 2 millions, où les restructurations continuent et laissent présager de nouvelles vagues de licenciements, le rassemble-

ment de St-Etienne autour de Manufrance exprimait le refus profond des travailleurs de notre pays de continuer à payer pour les profits en hausse des capitalistes. Car, comme l'affirmait J. Jacquet, au cours de la journée, le chômage n'est pas le résultat d'une mauvaise gestion, puisque les profits ont augmenté de 70% en un an...

Et ce refus, cette volonté de résistance étaient bien l'essentiel de cette journée de défense de l'emploi à St-Etienne, même si certains, du fait de la présence de Georges Marchais, ont essayé d'en faire le départ d'une campagne présidentielle. Même si, les mêmes, au nom de l'«union, action avec la CGT», attaquaient plus violemment ceux qu'ils estiment tombés dans le piège du «consensus» que le gouvernement lui-même, balayant ainsi l'esprit du 40e Congrès, enfermant les travailleurs dans la division.

Georges Séguy, à la tribune, terminait en remerciant tous les travailleurs et toutes les organisations, qui s'étaient joints à cette journée pour «la défense de l'emploi, partout, et pour tous».

Claire MASSON



ROUBAIX-TOURCOING

Comment se battre contre la désindustrialisation ?

Vieille région industrielle sacrifiée au profit des secteurs d'avenir du capitalisme français, Roubaix-Tourcoing est en passe de devenir un désert. Gouvernement et patronat peuvent être fiers de leur ouvrage. Pour les travailleurs, une question demeure, et de taille : comment faire face ?

La question est posée : pourra-t-on éviter la désertification de la région ?

Pourquoi se le cacher ? La riposte des travailleurs roubaisiens et tourquennois n'a pas été pour l'instant à la hauteur de l'agression patronale.

Non pas que les travailleurs soient apathiques :

- en 1974, une grève importante secoue l'industrie textile de l'agglomération.

- fin 1975, commence au tissage Deffrenne, une longue lutte contre la fermeture de l'entreprise : la section CFDT reprend les méthodes expérimentées à LIP (occupation, reprise de la production, ventes sauvages...).

- en 1976, une grève lancée par l'équipe de nuit de la Lainière de Roubaix aboutit à un certain nombre d'acquis.

- le 23 février 1977, une importante manifestation à l'initiative des sections syndicales de Deffrenne et d'autres usines touchées par des licenciements réunit 2000 travailleurs.

- le 16 février 1979, lors de la journée régionale de solidarité avec les travailleurs de la sidérurgie, a lieu la plus importante manifestation roubaisienne depuis la libération. 5000 travailleurs réclament le droit de « vivre et travailler au pays ».

- en mai 1979, les travailleurs de la Lainière mènent une grève avec occupation pendant une semaine.

Mais jamais cette combativité n'a été portée à un niveau supérieur : au contraire il apparaît plus difficile que jamais de mettre en place un mouvement unitaire réunissant autour des textiles l'ensemble de la population laborieuse, des métallurgistes aux commerçants en passant par les enseignants...

DIVISÉS

L'obstacle principal à un tel mouvement réside dans la division profonde qui existe entre les travailleurs.

Divisés français et immigrés, femmes et hommes, ceux qui viennent du bassin minier et les autres, textiles et métallos, ouvriers et autres couches populaires, ouvriers des petites entreprises et ceux des grandes usines, travailleurs à temps complet et travailleurs précaires, actifs et chômeurs...

Divisés par le capitalisme dont la survie suppose la répartition en compartiments étanches de la masse des exploités.

Et certainement la division la plus essentielle est celle qui oppose travailleurs de la métropole et travailleurs des pays étrangers. Mettez-vous à la place de l'ouvrier de Roubaix à qui on dit qu'il est jeté à la rue parce que les pulls italiens envahissent le marché français, parce que le Tiers Monde développe son industrie textile, etc... Il y a là un terrain idéal pour le chauvinisme.

Ce chauvinisme spontané conduit à isoler les travailleurs français de leurs alliés possibles, à limiter la bataille dans un cadre national, à dévier la colère des français non pas contre le patronat, mais contre d'autres travailleurs. Pendant ce temps-là, le patronat, lui, mène la bataille à l'échelle internationale et se réjouit de l'absence de solidarité internationale.

Mais qu'ont fait les organisations qui influencent les

Roubaix d'un colloque international sur le textile. Il n'est pas question de reprocher aux socialistes de ne pas faire ce qui n'est pas en leur pouvoir (on sait que le champ d'activités des municipalités est de plus en plus restreint), ce qu'il faut leur reprocher, c'est de ne pas dire les limites étroites de leur action.

- Prétende que l'on peut maintenir le textile à Roubaix grâce à une gestion municipale intelligente est une

pour ses persécutions contre des militants syndicaux) déclare que « l'exaltation de la lutte de classe n'est plus de mise » et qu'il faut au contraire instaurer la collaboration du capital et de la municipalité...

LES PROPOSITIONS DU PCF : L'ALTERNATIVE??

Le PCF a beau jeu de taper à bras raccourcis sur ses anciens alliés.

Encore faudrait-il que la lutte politique permette une

fourni par la fermeture du tissage Dampierre (ex Deffrenne). Suite à une longue occupation (où le PCF avait été totalement absent), les Deffrenne et leur section CFDT avaient accepté la création d'une coopérative permettant le redémarrage : une équipe de cadres proches du PS créait donc une SA Tissages Dampierre qui devait racheter les actifs de Deffrenne. Les élus socialistes proposaient leur garantie financière à cette expérience. Voilà qu'en juillet, la coopérative coulée par les sabotages des pouvoirs publics et du grand patronat, dépose son bilan. Le PCF tire publiquement les leçons à sa manière : il rappelle d'abord la nécessité de la lutte des classes (ce qui ne manque pas de culot adressé aux ouvriers qui ont mené la plus longue lutte de l'histoire de Roubaix). Il accuse ensuite le PS de cacher les responsabilités du patronat en apportant sa propre caution financière, et enfin reproche aux Deffrenne d'avoir cru possible la « création d'îlots de socialisme », « d'avoir créé des illusions », « de s'être lancé

leurs, le blocage des importations entraînerait une guerre commerciale qui mettrait l'économie française en difficulté : qui donc selon vous, supporterait le poids de ces difficultés ?

NOS SOLUTIONS

Ni le « produisons français » du PCF, ni la cogestion réaliste du PS ne peuvent constituer la base d'un mouvement de masse puissant : ils ne suscitent d'ailleurs aucun enthousiasme.

Les résultats concrets de ces politiques sont dérisoires. Au contraire, ces politiques sont dangereuses, illusives ; il faut donc mener la bataille politique contre elles.

Mais il faut aussi unir très largement autour de propositions simples qui font l'unanimité :

- l'emploi à Roubaix - Tourcoing ne peut être maintenu sans le maintien de l'industrie textile. La disparition de cette industrie ne pourrait être compensée par des créations d'emplois suffisantes dans d'autres branches !

Par ailleurs, les rapports de force entre pays capitalistes et la lutte du Tiers Monde pour un nouvel ordre économique mondial conduisent à rejeter l'hypothèse d'un développement du textile.

Aussi, tout en exigeant le maintien de l'industrie textile actuelle, il faut également exiger une réelle diversification industrielle de la région.

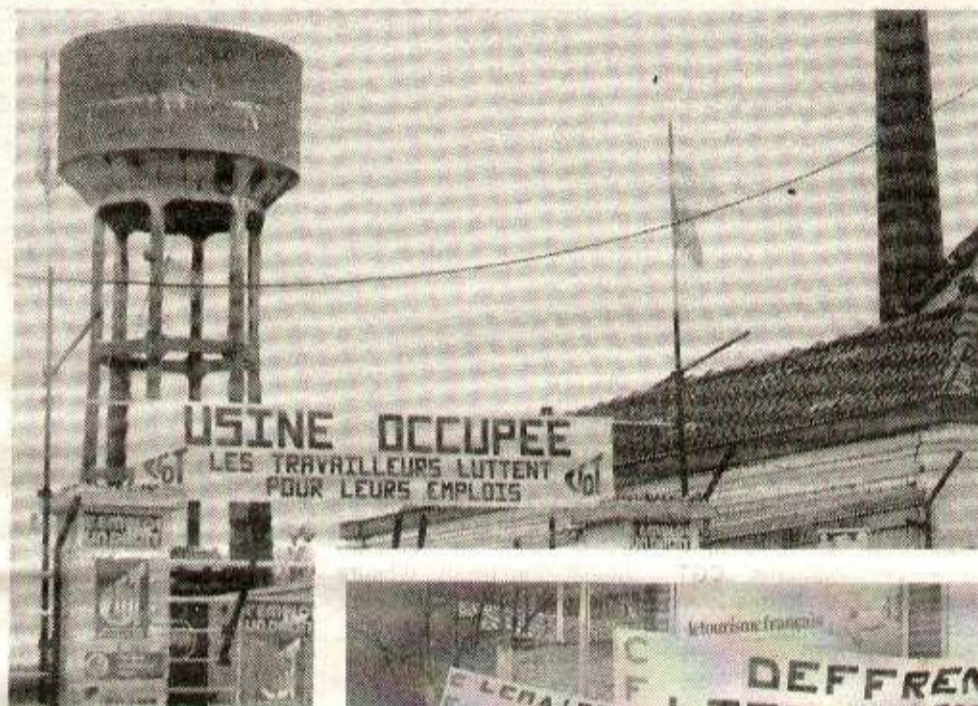
- Il est nécessaire de prendre des mesures d'urgence à caractère exceptionnel protégeant l'emploi à Roubaix-Tourcoing : interdiction de suppressions d'emploi sans création d'emploi équivalente ; interdiction pour les entreprises de déménager à l'étranger.

- Mais nous sommes aussi réalistes. Notre réalisme ne consiste pas à « comprendre les problèmes du patronat », il consiste à dire que pour que ça change à Roubaix, il faudra créer un rapport de forces formidable.

Tous les plans soi-disant réalistes et bourrés de chiffres sont en fait des rêves, car ils font à chaque fois l'impasse sur le seul moyen de les réaliser : la lutte des classes.

C'est à cela qu'il faut s'attacher : organiser la masse des travailleurs de Roubaix : combien de jeunes, de femmes, d'immigrés, non syndiqués ? Combien de PME sans section syndicale ? Une telle situation est-elle normale ? Ne faut-il pas commencer par là ? Organiser les travailleurs en prenant en compte les aspirations spécifiques de ces catégories, en engageant le combat contre tout ce qui entretient les divisions, y compris dans l'attitude et les analyses des syndicats.

Correspondant Roubaix



travailleurs pour lutter contre ces divisions ?

LES ÉLUS SOCIALISTES ACCOMPAGNENT LA CRISE

Dans cette région, le pouvoir municipal socialiste existe depuis plusieurs dizaines d'années et s'est renforcé en 1977 grâce à l'Union de la gauche.

Depuis quelques années, ces élus et en particulier le maire de Roubaix, Pierre Prouvost, ont élaboré une doctrine d'action contre la désindustrialisation. P. Prouvost a d'abord dénoncé le fait que le versant Nord-Est de la métropole Lille-Roubaix-Tourcoing avait été défavorisé au profit de Lille (Rappelons que la gestion de la communauté urbaine est assurée par le PS !). Pour sauver l'emploi à Roubaix, le maire déclare vouloir à la fois développer le tertiaire et maintenir les industries textiles existantes.

Il a donc pris des mesures favorables aux patrons : construction d'une voie rapide pour désenclaver Roubaix, création d'une société d'économie mixte associant les capitaux de la Chambre de commerce et des municipalités. Cette SEM rachète et aménage les « friches industrielles » (égal usines abandonnées) et offre des conditions avantageuses à d'éventuels occupants.

Enfin la mairie s'est battue « pour l'émergence d'un véritable plan national de sauvegarde de l'industrie textile » avec la tenue à



tromperie ; les résultats sont d'ailleurs minimes : alors qu'il y a 2000 suppressions d'emplois par an dans le textile local, la politique de la mairie a abouti seulement à l'extension sur place des bureaux de la Redoute sur 15000 m² et maintien à Roubaix des 250 emplois de l'imprimerie Nord-Eclair, qui s'est installée dans les locaux d'une usine textile liquidée !

- Mais il y a plus grave : il s'agit toujours de « convaincre les pouvoirs publics » « discuter avec le patronat » mais nulle part de favoriser les luttes des travailleurs. Sans la pression des luttes, de telles démarches sont des marchés de dupes ! Il n'est pas étonnant que dans le livre « Paroles de patrons » Albert Prouvost, patron de la Lainière, se félicite des rapports qu'il a avec Pierre Prouvost, maire de Roubaix, avec qui il mange une fois par semaine !

Il n'est pas étonnant non plus que P. Prouvost, lors d'une visite à l'entreprise Lemaire (célèbre à Roubaix

réelle prise de conscience. Or, en fait de lutte politique, on assiste à de bien lamentables règlements de comptes.

Un seul exemple : une bataille de clocher oppose communistes tourquennois et socialistes roubaisiens ; Jacques Coru, adjoint PCF à Tourcoing accuse le maire de Roubaix de vouloir affaiblir Tourcoing au profit du « grand Roubaix ». Ainsi il s'oppose à la construction de la voie sur berge (refusée par les habitants des quartiers concernés) et déclare : « Ce sont la vallée de la Lys et Tourcoing qui ont le meilleur potentiel de développement autour de l'autoroute A1, de l'A1bis, pour qui nous devons nous battre... »

Ces querelles de politiciens, où chacun tire la couverture à soi, ne sont pas très graves.

Beaucoup plus graves sont les ingérences du PCF dans le mouvement syndical dans le but de renforcer la division entre la CGT et la CFDT en assimilant celle-ci à la politique du PS.

Un exemple récent est

« dans des utopies »... Et de conclure : « A Deffrenne on a dangereusement rêvé ». Nous dirons, nous : « A Deffrenne on a lutté, et dans des conditions difficiles » et que le mépris des donneurs de leçons n'est pas l'attitude d'un authentique parti communiste.

Que propose le PCF ? :

- blocage provisoire des importations dans et hors de la CEE,

- la hausse du pouvoir d'achat « facteur important de relance pour l'industrie de consommation comme le textile »,

- la garantie de l'emploi par l'arrêt de tout licenciement,

- la réduction du temps de travail et l'amélioration des conditions de travail.

Nous avons déjà analysé que la thèse selon laquelle « c'est l'Europe qui casse le textile » était contraire à la réalité des faits (voir HR 1220). Le mot d'ordre « produisons français » favorise le chauvinisme. Son seul objectif politique est de casser l'Europe des 9. Par ail-

Moteur économique et pôle du développement

En 1950, l'industrie automobile française compte 31 entreprises produisant 360 000 véhicules (tous types confondus). Parmi ces constructeurs, 4 grands se dégagent déjà puisque Renault assure 37% de la production, Citroën 23%, Peugeot 17% et Simca 10%.

En 1979, deux groupes - Renault, Saaviem, Berliet et Peugeot, Citroën, Talbot - contrôlent toute la branche et produisent quelque 4 millions de véhicules.

La durée de vie moyenne d'une voiture était de 19 ans en 1958, les constructeurs l'ont ramenée à 12 ans en 1967 et à moins de 10 ans aujourd'hui.

L'élargissement de la production s'est également effectué pour une part sur la base d'un « standard de vie automobile » imposé.

Ainsi le kilométrage annuel moyen parcouru par les automobilistes n'a cessé d'augmenter.

Avant guerre, le développement de l'automobile s'est fait sur l'infrastructure existante, tout au plus fut-elle adaptée. Dès après la guerre, le 1er Plan (1945-56), prévoit un démarrage foudroyant de l'automobile (plus 365%) et en fait déjà un des piliers de la reconstruction et de la nouvelle croissance capitaliste. Dès 1951 est créé le Fonds spécial d'investissement routier doté de fonds propres (une partie de la taxe sur les carburants).

En 1961, un des rapports préparatoires au IVe Plan réclame explicitement une adaptation de la route à l'évolution de la production automobile. C'est le temps des grands investissements, autoroutes, rocades...

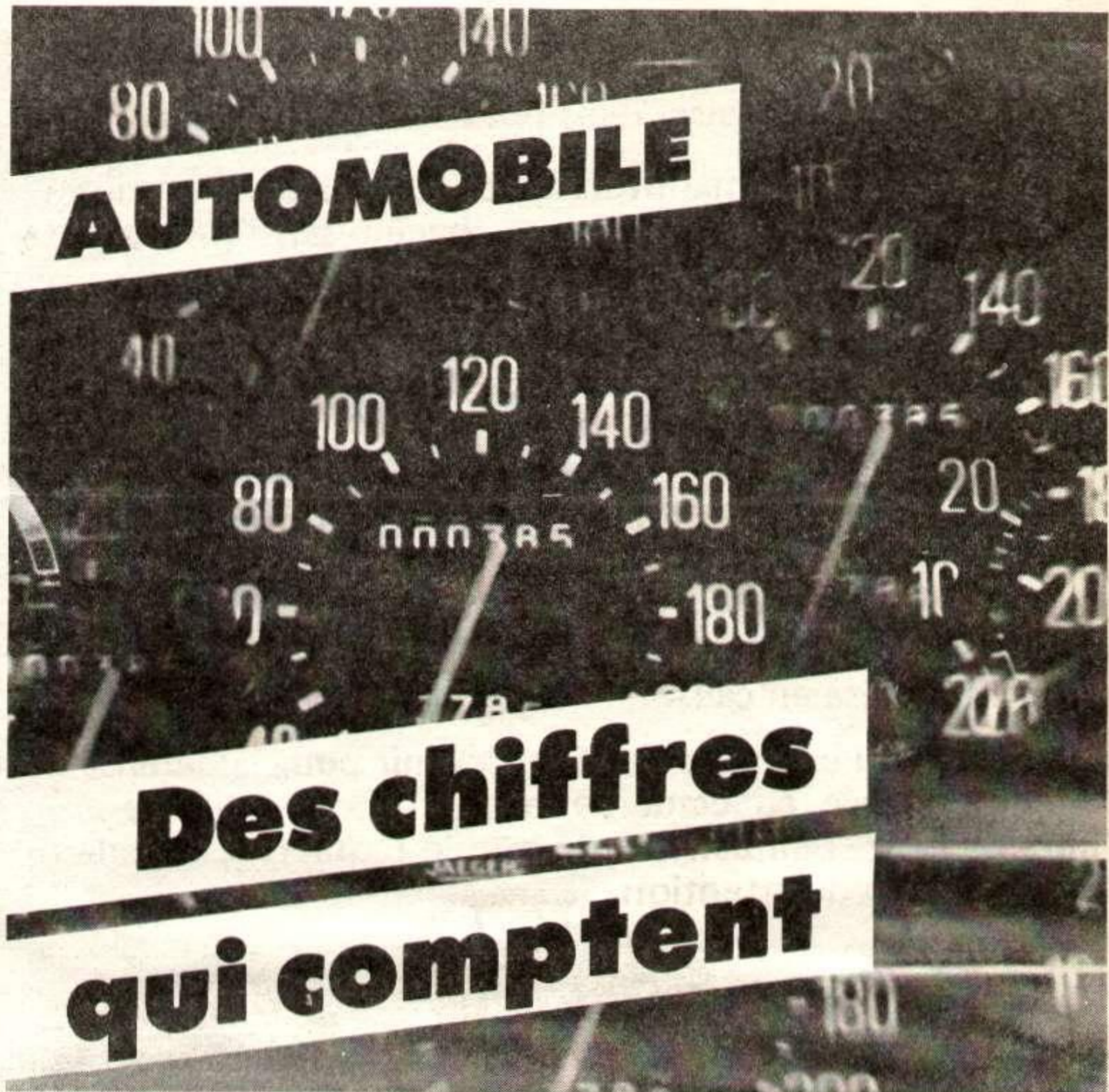
Dans les textes du Ve Plan, on remarque que « le secteur routier bénéficie d'une remarquable priorité (près de 75% du montant des fonds prévus pour les équipements collectifs de transport lui sont consacrés) ». Et le Ve Plan confirme : « La progression continue de la motorisation est une tendance lourde dont la contrepartie en investissements ne peut être éludée sans remettre en cause le moteur même du développement économique du pays... ».

L'infrastructure qui se dessine ainsi au fil des ans au service de l'automobile contient également les implantations industrielles, de logement et jusqu'à celles du secteur de la distribution tendant peu à peu à obliger le recours à l'automobile.

10% des exportations

Le chiffre d'affaires de l'industrie automobile atteignait 35 milliards de francs en 1975, soit près de 18% du budget de l'Etat. Sa production correspond environ à 6% de la production industrielle française et ses exportations équivalent à 10% de l'ensemble des exportations françaises.

Exportant plus d'automobiles qu'elle n'en importe, la France réalisait en 1979 un excédent de 28 milliards de francs dans ses échanges. Ajoutons qu'au travers des divers impôts et taxes qu'elle induit, l'industrie automobile est une des grandes pourvoyeuses du budget de l'Etat.



AUTOMOBILE

Des chiffres qui comptent

1 actif sur 7 travaille pour l'automobile

En contact avec toutes les branches industrielles

L'industrie automobile est située au cœur des échanges commerciaux puisqu'elle travaille avec 37 des 38 branches de l'économie nationale.

Ainsi une baisse de la production automobile française se répercuterait par des diminutions d'activité dans tous les secteurs de l'économie.

En prenant pour hypothèse une baisse de 15% dans l'automobile (soit deux fois moins que le chiffre enregistré aux Etats-Unis), on obtient conséquemment pour les autres branches les diminutions suivantes :

- 0,3% dans la construction électrique
- 0,5% dans la mécanique
- 0,6% dans le textile
- 1,1% dans la chimie
- 1,8% dans le verre
- 2,7% dans la première transformation des métaux
- 3,4% dans la sidérurgie et les métaux non ferreux

(L'industrie automobile absorbe à elle seule entre 15% et 18% de la production d'acier).

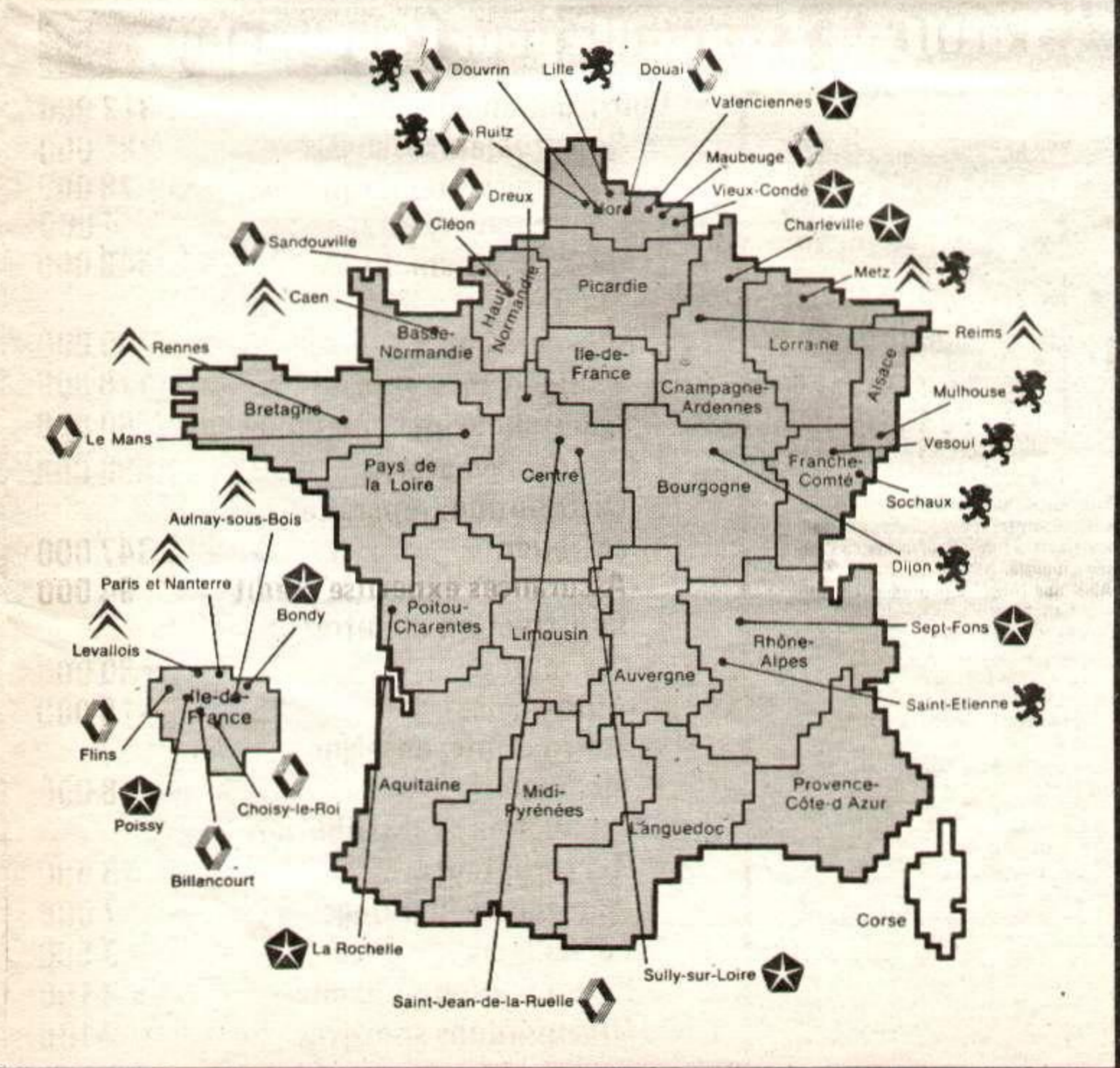
Construction automobile	313 000
Constructeurs français	281 000
Carrosseries remorques caravanes	28 000
Constructeurs étrangers	4 000
Entreprises en amont	548 000
Matières premières, sous-traitants	290 000
Equipements, accessoires	178 000
Caoutchouc pneumatiques	80 000
Entreprises en aval	586 000
Distribution, réparation entretien	347 000
Assurances expertise crédit	94 000
Construction et entretien des routes	80 000
Auto-école	18 000
Police, santé, enseignement technique	18 000
Production et distribution des carburants	13 500
Autoroutes, parkings	7 000
Ferrailleurs	3 500
Presse édition publicité	3 100
Organisations sportives	2 100

Fétiche de la réussite des pays capitalistes occidentaux aux beaux jours de la croissance, l'automobile est devenue un sujet d'angoisse dans notre « monde difficile ».

La crise. Si ses manifestations se font aujourd'hui plus douloureuses chez nos voisins, chacun sait bien que la France ne sera pas épargnée. Concurrence acharnée, restructurations, suppression d'emplois. Quand ces phénomènes se produisent dans l'industrie qui pèse le plus lourd dans la vie économique du pays, ils prennent la dimension de problèmes politiques.

En arrière-plan, c'est toute la civilisation automobile qui vacille sur ses fondements. Enfant chérie de l'impérialisme dévoreur d'énergie pétrolière et de matières premières - pour rien - l'automobile ne voit-elle pas sa place aujourd'hui remise en cause ?

Placée au cœur des batailles à venir pour la défense de l'emploi, placée au cœur de la stratégie de rupture avec l'impérialisme, l'industrie automobile requiert à double titre la plus grande attention.



Un gros «rabateur de devises»

Placée derrière l'Angleterre et l'Allemagne au début des années soixante, l'industrie automobile française n'a cessé au cours des deux décennies écoulées d'améliorer sa position face à ses concurrents européens.

Dans le même temps elle a pu maintenir la part du marché mondial qu'elle s'était appropriée dans les années d'après-guerre. Ainsi la production française en pourcentage de la production mondiale représentait 8,31% en 1960 ; 8,60% en 1970 et 8,61% en 1977. Ce maintien s'est opéré grâce à la diversification d'un marché centré à l'origine sur l'hexagone et l'ancienne « Union française ». Cette relance de la présence à l'étranger s'est effectuée dans deux directions :

- En direction de l'Europe et des Etats-Unis.

Ici en particulier une série d'accords et de prises de participation offrent des instruments de pénétration sur le marché américain. (Accords Renault-American-Motors, Mack-Truck, Bendix Accords Peugeot-Chrysler...)

« Les marchés privilégiés ne peuvent être que les marchés possédant déjà une culture automobile ancienne... »

(Délégué à l'automobile, directeur chez Renault, 1976)

- En direction des pays du tiers monde :

« L'industrie automobile française doit s'attaquer à ceux des pays du tiers monde ou de l'Est à fort développement, et où l'Etat requiert une forte intégration locale mais joue également un rôle de protection ». (Idem)

Cette demande d'intégration locale se traduit par l'installation d'usines de montage ou même de production (Renault en Tunisie, Irak, Mexique, en Afrique ex-portugaise, en Inde ; Peugeot en Yougoslavie, Turquie, Argentine, Inde) au terme des accords conclus au cours des seules deux dernières années.

« Nos marchés dans les pays industrialisés sont proches de la saturation » expliquait il y a quelques mois un dirigeant du groupe Peugeot et d'ajouter : « D'où la nécessité d'exporter dans des pays en voie de développement. Ces derniers veulent bien importer nos produits dans la mesure où cette opération d'importation permet de développer leur économie. En clair, ils nous imposent de fabriquer partiellement ou totalement nos produits chez eux (...). Si on ne le fait pas, on laisse la place à nos concurrents ».

Une implantation nationale

Si la construction automobile proprement dite est concentrée entre les mains de deux groupes géants ; si leur production est concentrée dans quelques grandes usines dont la localisation recoupe le paysage industriel traditionnel, l'ensemble des activités liées à la production automobile connaît par contre un extrême diffusion sur tout le territoire national.

Il existe par exemple près de 15 000 points de vente et 27 000 garages.

En ce sens, la crise dans l'automobile est susceptible d'affecter non pas une ou deux régions mais toutes. C'est tout le pays qui connaîtrait au niveau de l'emploi les répercussions d'une baisse dont les usines de productions auraient à subir le premier choc.

«à la prochaine»

Comme d'habitude, je mange au café arabe du coin. J'aime bien ce restaurant. L'ambiance y est sympa, et puis, c'est pas cher. T'arrives, tu tends la main au gars qui sert. «Salut!», «Ça va?», «Ça va!». Je discute avec un copain. «T'as vu, à Marseille, le jeune qui a été tué par un CRS?». Tous les deux, on est révolté par cet assassinat. Et puis, hier soir, la télé qui n'a rien dit. «C'est dégueulasse!». Je tends l'oreille; à la table voisine, des ouvriers arabes discutent de ça aussi. Je ne fais ni une ni deux, je me mêle à la conversation. Ils sont Algériens et Marocains. Ils ressentent très vivement qu'ici la vie d'un Arabe, ça ne vaut pas cher. On discute. On est sur la même longueur d'onde, on est du même bord.



On en vient à parler de ce qu'a dit Stoléro au sujet des mineurs Marocains : «S'ils ne sont pas contents, ils n'ont qu'à rentrer chez eux...». Le salaud! «Qu'un ministre dise ça, c'est grave» dit un ouvrier marocain. Et puis, il raconte comment ça se passait il y a quelques années, le recrutement de la main d'œuvre au Maroc. Une délégation française, de Simca-Chrysler par exemple, arrivait au Maroc. Elle se rendait au ministère du Travail pour obtenir l'autorisation de recruter. Elle allait dans les campagnes. A la ville, pensez donc, les gens ne sont pas assez dociles. Plus les campagnes étaient arriérées, et mieux c'était. Là ils s'installaient, vantaient les mérites du travail en France. Le gars qui, tenté, se présentait, était passé en revue. Les mains surtout. Il fallait que les mains conviennent. Un Algérien s'exclame : «Ils les achetaient comme du bétail!». Et voilà! Aujourd'hui on voudrait faire admettre qu'ils sont venus manger notre pain, qu'il faut les expulser pour que les Français puissent avoir du travail. Les mêmes qui, il y a dix ans, allaient les chercher sur place, voudraient aujourd'hui les jeter dehors. Et puis, les autres, à leur tour parlent des humiliations du temps de la colonisation, des inégalités de salaire avec les Français pour un même travail. Ils en ont des choses à dire sur le racisme et l'oppression. Mais c'est l'heure d'y aller. «Allez, salut, à la prochaine». Et la prochaine fois, je leur amènerai le journal. Déjà, je leur en ai causé. Un journal qui combat le racisme. «Ça c'est du bon travail» qu'ils ont dit.

DEMANDE DE CONTACT

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
Prénom
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à L'Humanité rouge - BP 201 - 75926 Paris Cedex 19)

POUR CONNAITRE UN PEU MIEUX LES DROITS DES INTERIMAIRES

Les travailleurs intérimaires sont par excellence isolés, comment connaître ses droits, comment faire aboutir une revendication, lorsqu'on demeure peu de temps dans une entreprise? A cet égard, il faut savoir que la CGT et la CFDT regroupent des intérimaires dans des syndicats spécifiques, vous pouvez donc vous y organiser.

Les quelques éléments que nous avons réunis ci-contre proviennent d'une brochure éditée par la CFDT intérimaires (*).

La loi du 3/1/72 réglemente le statut des intérimaires et des entreprises de travail temporaire.

LES ENTREPRISES DE TRAVAIL TEMPORAIRE

Intérimaire, vous avez tout intérêt à vérifier que votre boîte d'intérim soit agréée. Dans ce cas, elle est contrôlée par l'Inspection du travail à chaque fois qu'elle ouvre un nouveau bureau, une nouvelle succursale.

Elle a offert des garanties de caution, pour verser les salaires, les indemnités et les cotisations sociales à ses employés. Elle est obligée de signer un contrat commercial avec l'entreprise utilisatrice, sur lequel doivent figurer les motifs de recours à l'intérim, les modalités de rémunération de la «location» des travailleurs. A ce propos, les motifs du recours à l'intérim ne peuvent être que :

- 1/ pour absence temporaire d'un salarié, pendant la durée de cette absence;
- 2/ suspension d'un contrat de travail, sauf lorsqu'il s'agit d'un conflit collectif;
- 3/ survenance de la fin d'un contrat de travail dans l'attente de l'entrée en service effective du travailleur permanent appelé à remplacer celui dont le contrat a pris fin;
- 4/ existence d'un surcroît occasionnel d'activité;
- 5/ création d'activités nouvelles;
- 6/ travaux urgents dont l'exécution

immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents.

Dans les cas 3, 4, 5, la mission ne peut excéder trois mois.

Ce contrat entre l'entreprise de travail temporaire et l'utilisateur ne peut être global, chaque intérimaire envoyé en mission doit faire l'objet d'un contrat.

CONTRAT DE L'INTERIMAIRE

Outre ce contrat commercial, l'entreprise de travail temporaire doit en conclure un autre avec le travailleur temporaire, précisant les modalités de paiement, les éléments de rémunération, ainsi que la qualification de l'intérimaire; il ne doit pas comporter de clause fantaisiste comme l'interdiction faite à l'employeur d'embaucher l'intérimaire à la fin de sa mission.

Ce contrat de première importance, garantit le salaire, interdit d'envoyer l'intérimaire en mission sur un seul coup de téléphone, il précise la date de la fin de la mission, il est nécessaire pour s'inscrire au chômage.

SALAIRE

En aucun cas le salaire ne peut être inférieur au SMIC; il doit comporter une indemnité de précarité d'emploi, 4% du salaire horaire de base, une indemnité de transport dans la région parisienne, de congés payés qui doit être égale au 1/12 de la rémunération totale perçue par le salarié. Les droits aux congés payés sont garantis si la suspension, pour congés maternités légaux, pour accidents du travail ou maladies professionnelles jusqu'à un an, pour un rappel sous les drapeaux, débute en cours de mission.

RETRAITE

Depuis le 1er avril 1973, les entreprises de travail temporaire doivent obligatoirement cotiser à une caisse de retraite; vous avez tout intérêt à vous informer de son nom et de son adresse, pour deux raisons : bien souvent les

ETT «oublie» de verser les cotisations pour une petite mission, de 15 jours par exemple, d'autre part la tâche ne vous sera guère aisée de recenser les caisses dont vous dépendez, alors, si en plus vous ignorez leurs coordonnées...

CHOMAGE

Toute fin de mission est considérée comme un licenciement, par conséquent, les intérimaires ne peuvent prétendre aux accords légiférant sur les divers types de licenciement.

Pour toucher l'aide publique et les ASSEDIC vous devez justifier de 1 000 heures de travail pendant les 12 mois précédant votre inscription au chômage, vous devez produire vos bulletins de salaire, votre dernier certificat de travail et votre contrat de travail, l'accord des ASSEDIC est subordonné à celui de l'aide publique.

SECURITE SOCIALE

Vous devez produire les bulletins de paie de l'année précédant votre arrêt, l'indemnité journalière est calculée d'après le salaire moyen journalier de ces 12 mois; les périodes non travaillées diminuent d'autant ce salaire moyen.

MEDECINE DU TRAVAIL

La visite médicale à l'embauche est obligatoire ainsi que l'annuelle, le temps des examens médicaux est rémunéré comme temps travaillé.

REPOS COMPENSATEUR

Depuis le 1/7/76, les travailleurs temporaires au-delà de 44 heures par semaine, ont droit à un repos compensateur de 20% de cet horaire, la barre a été ramenée à 43 heures le 1/7/77 et enfin à 42 heures depuis le 1/7/78.

Nathalie VILLOTIERS

(*) Les intérimaires en lutte, N° 78-80, 8,00 F - Guide militant et juridique

FLASH-ECONOMIE

• Chomage technique chez Fiat • Plus 20% sur les charges locales • Stagnation dans la chimie • Plus 6 centimes sur les produits pétroliers

Après que la menace de licenciement de 15 000 personnes ait été repoussée par les luttes des travailleurs de Fiat, la direction de Fiat préconise une mise au chômage technique par roulement de 23 000 travailleurs jusqu'en juillet de l'année prochaine. Et les travailleurs qui n'auront pas trouvé de travail à cette date, seront de nouveau en chômage technique jusqu'en juillet 1983. Ainsi, c'est le recours massif et prolongé au chômage technique, venant rogner le pouvoir d'achat des travailleurs.

A cette mesure, s'ajoutent des mises en préretraite et des mutations internes.

Cette année, l'indice du coût de la construction a augmenté de 15 %, ce qui va avoir une incidence grave sur les loyers. Mais les conséquences sur le budget des familles vont être plus grandes encore. Les charges locales progressent encore plus vite : plus 20 % cette année, comme l'an dernier. Le premier grimpeur reste les frais de chauffage qui ont augmenté de 48,7 % au premier trimestre 1979 et 124 % par rapport à 1977. Les autres services sont aussi responsables de ces hausses, même si c'est à un taux moindre : travaux d'entretien, polices d'assurance, mètre cube d'eau froide...

Les conditions d'une certaine reprise semblent exister dans l'industrie chimique française. Toutefois, la demande resterait médiocre pour une certaine durée. Tel est le diagnostic de l'Union des industries chimiques (UIC) pour le premier semestre.

La chimie de base a connu une chute d'activité particulièrement accusée ces derniers mois. Au plan de la CEE, précise l'UIC, la production de cette chimie - polymères compris - a baissé de 20 % entre le premier et le deuxième trimestre de l'année. Mais les stocks ont été allégés et les prix semblent avoir atteint un plancher.

La dernière enquête d'investissements, datant de juin dernier et portant sur un échantillon de 112 sociétés de la chimie, indique une augmentation de 8,3 % en francs courants des dépenses d'investissement pour 1979. Pour 1980, la même enquête conclurait à une certaine stabilité de l'investissement en volume.

Quant au commerce extérieur, l'UIC note des modifications pour les importations dans l'ordre des principaux pays fournisseurs. La Belgique redevient le second vendeur avant les Pays-Bas et l'Italie passe au sixième rang. La Tunisie a fortement accru sa pénétration sur le marché français avec une augmentation de ses livraisons de 127,8 %. Les pays de l'Est, notamment

l'URSS, ainsi que la Pologne, augmentent aussi leurs ventes : 98,1 % de plus pour le premier, 58,9 % pour le second pays. Mais les ventes françaises à l'URSS ont progressé de leur côté de 104,7 %.

Les prix des produits pétroliers sont relevés de 6 centimes par litre pour l'essence, le super et le gazoil et de 6,2 centimes pour le fuel domestique. Depuis le 1er janvier, l'essence a ainsi augmenté de 15 %, le super de 14 %, le gazoil de 22,7 % et le fuel domestique de 37,9 %.

A chaque fois que les pays producteurs de pétrole décident une juste augmentation du prix de leur richesse naturelle pour tenter de stabiliser les recettes tirées de la vente de celle-ci, rognées par l'inflation mondiale, Giscard-Barre-Monory en profite pour augmenter les prix des produits pétroliers sous ce prétexte. La cible est facile. Car, ce qu'ils ne disent pas, c'est que ces augmentations proviennent de la hausse des taxes publiques venant alimenter les recettes du Trésor (recettes reversées dans la poche des capitalistes) et viennent alimenter les profits des trusts pétroliers. Répétons-le : la part qui revient à l'Etat et aux trusts pétroliers est, en moyenne, 6 fois plus importante que celle qui revient aux pays producteurs de pétrole.

Catherine LEMAIRE

LES FILS DE FIERRO

Que les frères soient unis,
Car telle est la première loi.
Qu'à tout moment chacun soit
Pour l'autre un réel ami :
S'ils se disputent alors
Les mangeraient ceux du dehors.

(extraits de *Martin Fierro*,
de Hernandez, 1972)

Football et gauchos caracolant dans la Pampa, sans oublier, indispensable à la couleur locale : le tango. L'Argentine des défilants touristiques, celle qu'on nous impose dans la grande presse, à la radio et à la télévision avec parfois de loin en loin, aussi discret que rare, un entrefilet sur les « personnes disparues ».

Ce n'est pas cette Argentine là que nous dépeint Fernando Solanas dans les « *Fils de Fierro* », mais celle du peuple, de sa vie, de ses luttes et de sa mémoire. Ce film sort actuellement à Paris, mais on ne peut le voir que dans une salle d'Art et d'Essai du Quartier Latin. Pas une affiche, pas une image à la télévision, très peu de mentions dans la presse écrite : une sortie entourée d'un mur de silence, la censure la plus efficace, celle qui n'ose pas dire son nom... au pays de la « démocratie française ».

« Place à la mémoire populaire » cette phrase revient comme un leitmotiv dans le film, véritable chanson de geste, *chanson de Roland* du peuple argentin. La période de référence est celle comprise entre 1955, date du renversement de Péron par un coup d'Etat oligarchique, et 1973, triomphe de Péron aux élections imposées par les luttes populaires.

S'il ne dissimule pas ses sympathies pour Péron, Solanas centre tout son film sur l'unité de la classe ouvrière et du peuple contre la dictature d'une oligarchie vendue aux impérialistes

américains. Pour Solanas, il est vital que le peuple, plongé dans la nuit de la dictature de Videla, se souvienne des luttes et des victoires qu'il a remportées lorsqu'il était uni, lorsqu'il était debout, afin qu'il reprenne confiance et courage pour écrire une nouvelle page de l'épopée de Martin Fierro. Martin Fierro, grand poème national, cher au cœur des Argentins, écrit en 1872, chante les hauts faits de celui qui sut unir le peuple pour arracher l'indépendance aux Espagnols. C'est aussi un cri de révolte et de protestation pour les petits paysans (gauchos) chassés de leur terre par la nouvelle oligarchie néocolonialiste.

Aujourd'hui « le protagoniste de l'histoire n'est plus un héros de défaite comme le gaucho solitaire de la Pampa, mais un personnage collectif et organisé : la classe ouvrière, les fils de Fierro ».

Des fils dignes de Fierro, des scènes d'épopée : les réunions du syndicat clandestin, les assemblées d'ouvriers en lutte, les manifestations de rue, la répression, les salles de torture, les geôles, le peuple qui s'unit ; autant d'images flamboyantes que Solanas a organisées en un véritable poème à la gloire de son héros collectif. « Quand le peuple se décide à lutter il est invincible ».

Actuellement en exil depuis le coup d'Etat de mars 1976, ce n'est qu'en 78, en France, que Solanas a pu terminer son film. Un film sans générique, à cause de la répression qui vise les ac-



teurs et techniciens. Un seul nom d'acteur est mentionné, celui de Julio Troxler, assassiné par des tueurs d'extrême-droite liés aux forces armées. Film d'une brûlante actualité dans l'Argentine de Videla. « Les fils luttent aujourd'hui — comme ils ont lutté hier — pour le plein exercice de leurs droits, pour la justice, pour la liberté et la démocratie sociale. C'est-à-dire pour la fin de la violence et du privilège et la réalisation de la seconde et définitive indépendance. »

Léon CLADEL

Le film est distribué par Tercine sarl, 11 rue des Ursulines, Paris 75005. Noir et blanc - 35 mm - format de projection : 1,66 - durée du film : 134 min.



« Ce qui m'a le plus frappé dans les *Fils de Fierro* (aussi bien que dans *L'heure des brasiers*) c'est qu'il s'agit d'un film qui respire très large. Il y a là un souffle formidable : ce sont des films comme celui-ci qui me font penser au cinéma épique que demandait Bertolt Brecht. Les *Fils de Fierro* m'a aussi captivé par sa diversité de langage, sa photographie, son rythme musical : on a l'impression que le film est monté sur un rythme de tango, en en gardant toute la poésie. On y trouve d'ailleurs des plans d'action, de révolte réellement surprenants, dont l'impétuosité et la violence me font penser au lyrisme révolutionnaire des grands films russes de l'époque muette ; (...) C'est pour cela que je suis très étonné de constater le peu de place accordé par les ciné-clubs de notre télévision à l'œuvre de ce cinéaste (qui comprend aussi *Le regard des autres*, un des films majeurs de Cannes 1980), qui nous apprend que l'Argentine n'est pas seulement le pays de Borges. »

Bertrand TAVERNIER

Auteur notamment de *Le juge et l'assassin*, *Les enfants gâtés*, *Que la fête commence*, *Une semaine de vacances*.

« Lorsque j'ai vu les *Fils de Fierro*, je venais d'arriver à Paris, sortant de la prison de Montevideo. (...) Je voyais défiler sur l'écran des moments de la lutte de mon peuple, ces moments dont le souvenir m'avait été si précieux pendant la réclusion. C'étaient ces images-là qui fortifiaient ma volonté de ne jamais me déclarer vaincu, car je crois profondément à la lutte — hélas si mal connue — qu'a menée le mouvement péroniste contre l'oligarchie et l'impérialisme (...) Car les *Fils de Fierro* est avant tout un grand film de mémoire populaire. Au travers de sa recherche d'un langage propre, non colonisé, ou se mêlent le poétique et le témoignage, la fiction et l'histoire, il dépeint les luttes du peuple argentin pour son indépendance nationale et sociale, ces luttes qu'il mène aux côtés de ses frères de toute l'Amérique latine. »

Miguel Angel ESTRELLA

Grand pianiste argentin, de renommée mondiale, arraché récemment des géoles uruguayennes.

...TELE RENDEZ-VOUS...TELE RENDEZ-VOUS...!

Mercredi 29 octobre - A2 - 21h50.

ALAIN DECAUX RACONTE... : MONSIEUR LAFONT, DE LA GESTAPO FRANÇAISE

Tortionnaire et kollabo, il pourchassait et traquait les résistants, qu'il torturait dans les sinistres caves de l'hôtel de la rue Lauriston, à deux pas de la rue Copernic.

Vendredi 31 octobre - A2 - 23h02.

CINE-CLUB : ADIEU PHILIPPINE

Michel, jeune machiniste à la télévision, éblouit facilement Liliane et Juliette, en se faisant passer pour une vedette. Le petit écran exerce encore sa fascination, nous sommes au début des années 60. « *Entre les deux mon cœur balance* », dernière vacances en Corse de Michel et des deux copines, dernières vacances qui laissent un goût amer, Michel a reçu sa feuille de route pour l'Algérie.

Cette « guerre d'Algérie » interdite de cinéma, pèse néanmoins sur les moindres gestes des protagonistes. Rosier dans ce film, témoigne de la façon dont la sale guerre des Français en Algérie était vécue par un futur appelé du contingent. Un des seuls films de cette époque qui fasse une allusion, même discrète, à la « guerre d'Algérie ». Plus qu'une analyse ou un combat contre la guerre d'Algérie, une radioscopie de l'air du temps de ces débuts des années 60.



Louis Daquin
l'auteur
du *Point
du jour*

EN LA REGARDANT

« Je déteste les partisans » disait mon père. C'est Aline Giono qui parle, dans le cadre de la commémoration que Antenne 2 organise ce samedi à midi, à l'occasion du dixième anniversaire de la mort de l'écrivain. Giono ne disait-il pas, peu avant 1940, qu'il aimait mieux « être un Allemand vivant qu'un Français mort » ?

Me revient alors à l'esprit ce que déclarait dans nos colonnes, la semaine dernière, Jacques Debu-Bridel, ancien résistant, président de l'ANACR, à propos de Giono : « Il a été un collaborateur ré-

gulier de la radio de Vichy, il a profondément troublé des intellectuels, dont les instituteurs. », puisqu'on vous dit qu'il détestait les partisans ! Dans le même temps où l'on tressait des couronnes à Giono, un homme est parti sur la pointe des pieds, sans hommage télévisé, sans fleurs ni couronnes. Il avait été secrétaire général du Comité de libération du cinéma en 1944. C'est en 1941, qu'il avait adhéré au Parti communiste français. C'est vrai, il a été un partisan. Toujours en 1944, il avait fondé la Coopérative générale du cinéma français qui permit la réalisation de « *La bataille du rail* » de René Clément et « *le 6 juin à l'aube* » de Grémillon. En 1948, il signe « *Le point du jour* » sur la grève des mineurs du Pas-de-Calais, il tourne ensuite « *La grande lutte des mineurs* » avec un commentaire de Roger Vailland, ce film sera saisi au laboratoire par Jules Moch. « *Bel ami* », qu'il réalise en 1954 est expurgé par la censure de toute allusion au colonialisme. Interdit de cinéma, c'est en tant que directeur de production qu'il participe à des films. Dans une touchante unanimité les trois chaînes ont, semble-t-il, décidé de faire le silence sur Louis Daquin, nous ne verrons pas « *Le point du jour* » ni la version originale de « *Bel ami* » sur nos petits écrans. Il faut dire qu'il était un peu partisan, il avait d'abord pris parti contre les nazis puis après la guerre contre les patrons !



RENCONTRE-DEDICACE

Claudie Beauvue-Fougeyrollas (*) présentera et signera son livre *Les femmes antillaises* à la librairie *Les Herbes sauvages*, 70 rue de Belleville, le vendredi 31 octobre à partir de 17h30.

(*) Voir son interview publiée dans notre édition du 16 au 22 octobre (N°1221).

...TELE RENDEZ-VOUS...TELE RENDEZ-VOUS...!

MAIGRE BILAN

Le voyage que Giscard d'Estaing vient d'effectuer en Chine ne marquera pas une étape particulièrement importante dans l'évolution des relations entre les deux pays.

La construction par la France de deux centrales nucléaires est le seul résultat concret.

Si certaines convergences dans l'analyse de la situation mondiale se trouvent confirmées, il n'en reste pas moins que les points de vue divergent sur la manière de préserver la paix. Dans son discours de bienvenue, le premier ministre chinois devait déclarer : « La paix mondiale est un tout indissociable, et les événements survenus dans les diverses régions sont liés les uns aux autres ». Il a appelé « tous les pays et peuples attachés à la justice à renforcer leur solidarité, et, selon les circonstances où ils se trouvent respectivement, à contrecarrer et combattre efficacement les actes d'agression et d'expansion ». La politique française, quant à elle, consiste pour l'essentiel à préconiser le dialogue avec l'URSS comme moyen de préserver la paix. Cette démarche a conduit Giscard

d'Estaing à Varsovie tout en refusant de soutenir la résistance afghane et en s'abstenant à l'ONU lors du vote pour le maintien du siège du Kampuchéa démocratique.

Ce voyage a été une nouvelle fois l'occasion pour L'Humanité de s'en prendre à la politique chinoise. C'est ainsi que dans l'édition du 18 octobre, on pouvait lire au sujet des déclarations de Deng Xiaoping : « Est-ce servir la paix d'appeler à la confrontation en ce qui concerne le Kampuchéa et l'Afghanistan. Les milieux autorisés français, cités hier par l'AFP, définissent l'approche des grands problèmes mondiaux par les dirigeants chinois comme « réaliste et positive ». Quelle caution ! ».

Pour L'Humanité, servir la paix, c'est approuver les invasions du Cambodge et de l'Afghanistan. L'Humanité aurait souhaité que Giscard d'Estaing s'oppose de front à l'attitude de la Chine face à l'expansion de l'URSS ; une attitude, à notre avis, conforme à la défense de la paix. La paix ne peut être préservée qu'en s'opposant fermement à ceux qui se livrent à l'expansion et en les isolant.



Giscard d'Estaing et le Premier ministre chinois

POLOGNE

LA SOLIDARITE NECESSAIRE

« Nous ne menaçons aucun pays, aucune alliance, nous ne saisons pas les bases du socialisme dans ce pays, nous ne sommes pas contre le socialisme, mais pour le socialisme à la polonaise. Nous faisons de l'ordre chez nous, et nous supposons qu'ailleurs on devrait également en faire avec ses propres moyens. Si quelqu'un veut intervenir, qu'il le fasse, mais on ne lui conseille pas ». Telle a été la réponse de Lech Walesa, le dirigeant du nouveau syndicat « Solidarité » à la suite des déclarations menaçantes qui ont été faites à Moscou, à Berlin-Est et à Prague (voir HR n° 1221). Cette réponse a été faite au cours d'un meeting où un hommage fut rendu à Kosciuszko, héros national polonais qui, en 1794, dirigea une insurrection contre l'occupant russe.

L'application des accords de Gdansk se heurte à de nombreux obstacles. Jusqu'à maintenant les statuts du syndicat « Solidarité » n'ont toujours pas pu être enregistrés. Des divisions se manifestent au sein du gouvernement entre les partisans de l'application des accords et ceux qui cherchent à gagner du temps.

La menace d'une intervention militaire soviétique est de plus en plus présente dans les esprits. C'est ainsi, par exemple, que dans Le Monde du 18 octobre, André Fontaine écrivait : « Déjà des rumeurs



alarmistes commencent à courir, encouragées par les propos des dirigeants est-allemands, dont on ne saurait oublier le rôle essentiel, en 1968, dans l'invasion de la Tchécoslovaquie. On entend même dire que, dans ce cas, l'URSS pourrait donner à la RDA la ville de Szczecin, anciennement Stettin, qui se trouve sur la rive occidentale de l'Oder, c'est-à-dire au-delà de la frontière

Oder-Neisse, et devait initialement, à ce titre, demeurer allemande ».

Les déclarations de Lech Walesa montrent que les ouvriers polonais ne resteraient pas sans réagir face à une intervention militaire.

La menace existe et doit être sérieusement envisagée. En laissant se développer l'existence d'un puissant mouvement syndical polonais, l'URSS ne risque-t-elle

pas en effet de voir sa domination sur la Pologne remise en cause ? Les précédentes invasions de l'URSS doivent rester dans les esprits. Rien n'est réglé pour la classe ouvrière polonaise. La solidarité de tous ceux qui sont à la fois attachés à la solidarité prolétarienne et à la défense du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes demeure nécessaire.



Claude LIRIA

APARTHEID : LES NOIRS DE SOWETO DE NOUVEAU EN LUTTE

Dernier bastion de l'apartheid dans le monde, l'Afrique du Sud connaît une vague de lutte antiraciste dont il est probable qu'elle se poursuivra sans discontinuer jusqu'à la chute du système raciste.

Après le boycottage de l'éducation avant les vacances par les élèves métis et auxquels s'étaient joints les élèves noirs, c'est de nouveau la cité-dortoir noire de la banlieue de Johannesburg, Soweto, qui entre en lutte.

La semaine dernière, plusieurs milliers de Noirs ont manifesté face aux forces de police, armées de longues matraques et d'armes automatiques et aidées de chiens policiers dressés contre les Noirs. Plusieurs morts par balles parmi les manifestants sont déjà dénombrés.

La population noire de Soweto était descendue en masse dans la rue pour empêcher la venue du ministre « chargé des affaires africaines ».

LA GUINEE SOUTIENT LA LUTTE DU PEUPLE AFGHAN CONTRE L'INVASION SOVIETIQUE

Le président guinéen, Sékou Touré, en visite au Pakistan, a condamné très durement l'invasion soviétique en Afghanistan.

Il a exprimé sa conviction que le peuple afghan se bat pour la juste cause de la liberté et qu'il sortira vainqueur de la lutte contre l'envahisseur.

En tant que membre permanent de la Conférence islamique sur l'Afghanistan, la Guinée continuera d'œuvrer pour restaurer les droits du peuple afghan, a dit Sékou Touré aux réfugiés afghans du Pakistan.

Cette condamnation très sévère de l'occupation russe de l'Afghanistan mérite d'autant plus d'être relevée qu'il y a à peine deux semaines, le représentant guinéen à l'ONU a par contre voté pour la proposition vietnamienne concernant le Cambodge, proposition qui vise à légitimer l'occupation de ce pays par les soldats de Hanoï.

REPRESSION CONTRE LES ETUDIANTS SUD-COREENS

Après de nombreuses arrestations dans le milieu de la presse sud-coréenne et la fermeture d'agences de presse japonaises par les autorités de Corée du Sud, la répression frappe maintenant les étudiants.

50 étudiants ont été arrêtés dans la capitale sud-coréenne, Séoul, pour avoir manifesté le 17 octobre contre le nouveau dictateur Chon et appelé au boycott de la « « farce électorale » du 22 octobre.

L'université Koryo a été fermée sur ordre du gouvernement.

On est sans nouvelles du démocrate Kim Dae Jung, condamné à mort il y a un mois.

ISRAEL VIOLE LE TERRITOIRE LIBANAIS

Après le raid israélien en territoire libanais dans la nuit du 16 au 17 octobre, le premier ministre sioniste Begin a déclaré sans vergogne que cette opération n'était « ni la première ni la dernière ».

Begin a également annoncé que dorénavant Israël se réservait la possibilité d'intervenir à tout moment au Sud-Liban, et non plus seulement en représailles comme pré-

cedemment. C'est un nouveau pas dans la politique délibérée de violation du territoire libanais par les sionistes israéliens.

MARCHE COMMUN : CHOMAGE EN HAUSSE, SALAIRES EN BAISSÉ

Inflation, stagnation économique, chômage : telles sont les prévisions pour 81 dans les 9 pays de la CEE, contenues dans le rapport annuel 80-81 de la commission européenne de Bruxelles.

Le chômage, qui touche déjà 5,5% de la population active de la CEE atteindra 6,8% en 1981.

Parmi les mesures préconisées pour redresser la barre, le rapport propose... devinez : la diminution des salaires. « Les comportements en matière de négociations salariales doivent s'adapter aux contraintes imposées par la politique de stabilisation et aux impératifs d'une structure de coûts préférentiels ».

Qu'en termes choisis, ces choses-là sont dites !

LA COREE DU NORD APPELLE A LUTTER CONTRE LE DANGER DE GUERRE MONDIALE

Dans son rapport au VIe Congrès du Parti du travail de Corée, le secrétaire général du Parti, Kim Il Sung, a déclaré que la tâche la plus importante était la réunification de la Corée.

A propos de la situation internationale, Kim Il Sung a ensuite dénoncé ce qu'il appelle « les forces de domination », visant par là non seulement les USA mais aussi l'URSS. On sait que la Corée du Nord a énergiquement dénoncé l'invasion vietnamienne du Cambodge, soutenue par Moscou.

Kim Il Sung a dit : « Les forces de domination se livrent à une dispute plus acharnée dans le but d'asservir une nouvelle fois les pays nouvellement indépendants et de les placer sous leur contrôle. En particulier elles se livrent à une lutte cachée et rusée

et à un combat effronté pour contrôler les principales zones de ressources naturelles et les régions d'importance stratégique. La situation actuelle exige de tous les peuples épris de paix qu'ils luttent positivement pour prévenir une nouvelle guerre mondiale. »

« Actuellement, dans l'opposition à l'impérialisme et à toutes les autres forces de domination, et dans l'édification d'un nouveau monde indépendant, l'important est d'étendre et de développer le mouvement non-aligné ».

LES GUERRILLEROS CAMBODGIENS PASSENT A L'ATTAQUE CONTRE DES SECTIONS ET DES COMPAGNIES VIETNAMIENNES

En contrepoint de la victoire diplomatique remportée à l'ONU par le gouvernement du Kampuchéa démocratique (74 voix pour le maintien du siège du Kampuchéa démocratique contre 35 voix défavorables à la proposition de l'occupant vietnamien), les combats sur le terrain se poursuivent.

Khieu Samphan, dirigeant du Kampuchéa démocratique, a expliqué devant des journalistes d'Asie du Sud-Est et du Japon que les résistants cambodgiens sont maintenant en état de démanteler des positions vietnamiennes retranchées, au niveau d'une section et d'anéantir des unités ennemies au niveau d'une compagnie.

Jusqu'ici, les combattants cambodgiens étaient seulement en mesure d'attaquer des convois ou unités ennemies restreintes à quelques hommes.

Le 5 octobre, les guérilleros cambodgiens ont abattu un hélicoptère vietnamien au Nord-Ouest du pays. Un lieutenant-colonel et trois officiers vietnamiens ont été tués.

Le 7 octobre, les guérilleros ont attaqué le commandement d'un bataillon vietnamien dans le district de Bavei. En un quart d'heure, 105 soldats vietnamiens ont été tués.

Représentant à l'extérieur du front des combattants modjahed, H. Chiran nous dit ici la fragilité

Vers l'union des différents fronts

AFGHANISTAN

du régime de Kaboul, les rivalités de clans en son sein entre Khalk et Parcham, les désertions des soldats réguliers... En contrepoint, on voit se renforcer, s'organiser et coopérer de manière accrue les divers fronts de la résistance.



ainsi *Djaba-e-Mothed-e-Milli*, le « Front d'unité nationale », et le groupe révolutionnaire du peuple afghan qui a formé en juillet 1979 avec quatre organisations islamiques progressistes le Front des combattants Modjahed. En août 1979, il a tenté de réaliser un soulèvement à Kaboul et dans plusieurs provinces. La garnison de Balah-Hessar à Kaboul s'est soulevée, mais en raison d'une trahison le soulèvement général a échoué. Sous l'effet de la répression on a subi un choc terrible et il a fallu réorganiser le mouvement. Le Front des combattants a alors réussi à établir des relations avec les différents fronts à l'intérieur du pays : toute la région du centre du Hazaradjat, l'est à Paktia dans le Nouristan, la région sud-ouest, l'ouest dont Herat, et bien sûr Kaboul.

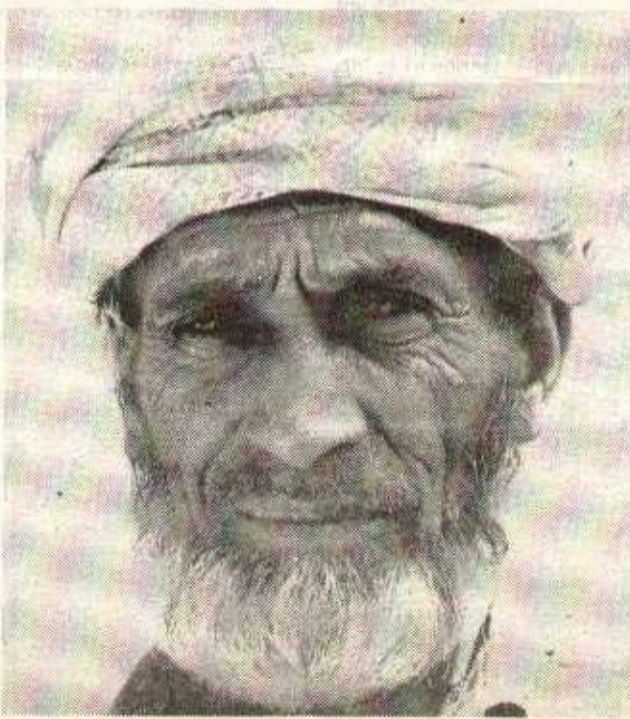
Et puis, il y a au Pakistan, les six partis islamiques dont cinq ont fait une alliance. Le sixième, le *Hebz-i-Islami*, parti intégriste religieux est le parti des frères musulmans et appartient à ce mouvement international. Surtout situé à la frontière, il a des forces dans la mesure où il est structuré depuis

avec armes et bagages rejoindre la résistance. Les Russes sont intervenus mais ce jour-là 8 de leurs hélicoptères ont été descendus.

■ Ce qui frappe dans la résistance afghane c'est la dispersion. Et c'est sans doute ce qui fait sa force, car elle est ancrée dans la population de chaque vallée, mais cela peut aussi constituer à terme une faiblesse. Peux-tu nous expliquer les raisons et nous dire aussi quelles sortes de coopération et de coordination se développent entre les différents fronts ?

La résistance paysanne a été dans une large mesure locale, spontanée, non organisée. La réforme agraire brutale, ne tenant pas compte de la réalité entraîna un soulèvement. La répression, la torture s'abattait. Et de proche en proche des villages, une vallée entraîna en rébellion. Progressivement ils sont parvenus à se regrouper en fronts. Ainsi le centre, au Hazaradjat, il y avait onze organisations qui luttèrent chacune pour sa vallée ou sa région. Ils en sont arrivés à faire entre eux un front avec un « Conseil de l'unité de l'Islam ». Quarante-deux délégués élus siègent au parlement d'Hazaradjat.

Le front du Nouristan est aussi un front autonome, le premier à s'être constitué dès avril 1978. Le Nouristan est devenu indépendant de fait, région libérée, en fin 1978, puis ce fut le tour de la vallée du Khunar au sud du Nouristan. Ces fronts sont entrés en contact et leur coopération a été favorisée par la rencontre des dirigeants du Front du Nouristan et de ceux du Hazaradjat début 1980.



ceux-ci ? A connaître le sort des prisonniers de cette région qui n'avaient pas été libérés. Ils ont exigé que les Russes quittent l'Afghanistan. Ils ont refusé d'envoyer des jeunes au service militaire. Voilà comment la « démocratie » de Karmal a échoué.

Par ailleurs, le peuple s'est vite heurté au régime lorsqu'il a voulu réprimer ceux qui avaient commis des crimes antérieurement.

Ainsi à Saripol, le peuple de cette ville située à la frontière de l'URSS, a pillé la maison de l'ancien ministre de la justice d'Amin, exécuté les criminels. Les femmes et les enfants ont été envoyés à la campagne et pendant une semaine les insurgés ont tenu la ville mais se sont trouvés assaillis par les chars soviétiques.

A Kandahar, ville de vignobles, les membres du Khalq et leurs familles avaient mis à profit la réforme agraire pour s'approprier des vignobles sous Taraki-Amin. Lorsque les commerçants ont refusé, fin août 80, d'exporter leur raisin, ils se sont heurtés au gouvernement. Ils ont attaqué les chars soviétiques qui surveillaient nuit et jour les vignobles autour de Kandahar. Un soir les guérilleros sont venus incendier les bâtiments officiels, en particulier le siège régionale du parti et le bureau des impôts.

■ Et comment les problèmes se sont-ils réglés entre Khalq et Parcham ?

Les militants du Parcham auraient souhaité une épuration du gouvernement débordant les dix ministres d'Amin condamnés. Mais les conseillers soviétiques ont interdit tout châtiment ou changement sans leur autorisation, leur intention étant de faire coexister les deux partis pour tenter de donner une assise si fragile soit-elle au régime. Mais ça ne marche pas et toute l'administration est paralysée par les contradictions entre les deux partis.

La révolte de la garnison de Gazni a commencé à l'occasion d'une rivalité entre le commandant khalq qui voulait rester chef et le Parcham qui voulait avoir le commandement. Le conseiller soviétique venu arranger les affaires n'était pas plus tôt reparti que les commandants se sont mis à se tirer dessus. La masse des soldats, dont un certain nombre étaient retenus au delà des deux ans de service militaire, en a profité pour se soulever et partir

■ Peux-tu d'abord rappeler comment le pouvoir est passé des mains du Khalq à celles du Parcham, ces deux branches concurrentes et parfois alliées du « Parti Populaire Démocratique » prosoviétique ? Y a-t-il eu un soulèvement populaire contre le Khalq ou est-ce l'œuvre de l'armée soviétique ?

Amin qui avait renversé Taraki et lui avait imputé tous les massacres et exactions commises depuis le coup d'Etat d'avril 1978 a poursuivi la même politique. Malgré l'aide de bombardiers et de chars que l'URSS lui livrait massivement il n'arrivait pas à mater la résistance afghane. Celle-ci se développait en dépit des bombardements des villages et des campagnes tandis que les désertions se multipliaient dans l'armée. Les armes de l'armée afghane allaient à la résistance tandis que la politique menée sous la direction des khalquis Amin et Taraki était complètement discréditée. L'URSS a alors proposé une aide plus massive pour écraser la résistance ; elle a été acceptée par le Comité central.

A minuit nous avons été réveillés par le bruit du pont aérien. Le 27 décembre, il y avait l'inauguration du palais pour Amin en présence de tous les ministres. Depuis trois jours l'armée afghane avait été désarmée sous prétexte d'éviter les incidents avec les Russes. « Dans l'armée afghane il y a des fanatiques disaient les conseillers soviétiques ; s'ils voient des Russes ils vont tirer ». C'est alors que l'armée russe a choisi d'intervenir pour mettre au pouvoir Babrak Karmal, responsable de la branche Parcham. A 8 heures du soir, radio Kaboul qui n'était pas encore prise parlait toujours d'Amin comme du « commandant courageux de la révolution ». Mais déjà radio Tachkent le dénonçait comme traître, fasciste et agent de la CIA. Vers 23 h on a entendu arriver un avion et Babrak, qui parlait peu de temps avant, depuis Tachkent, s'est bientôt mis à parler à la radio de Kaboul. Ce n'est pas un secret ; tous les Afghans ont entendu cela.

■ Je suppose que Babrak Karmal, tout en accusant à son tour Amin de tous les méfaits, a tenté de se concilier la population ?

Après le coup d'Etat, il a envoyé des émissaires discuter démocratiquement avec les représentants de la résistance, à Dare Souf par exemple. Mais qu'ont demandé

Propos recueillis par Jean QUERCY



A propos du programme d'action

A propos du programme d'action du parti, voici un extrait de lettre qui reflète bien certaines remarques formulées par oral par des amis et des camarades. Une appréciation qui revient souvent est la suivante : « Il manque des choses... ». Ainsi estime notre correspondant :

« Il apparaît que dans le programme d'action sont exclus les thèmes de luttes menées plus spécialement par les intellectuels et les petits-bourgeois actuellement.

« A savoir : mouvement des femmes (émancipation sociale, morale et familiale); luttes contre la dégradation de la nature, de l'environnement, pollutions, nuisances; luttes pour la défense des consommateurs (aliments, médicaments, pratiques médicales, etc.).

« De plus, les problèmes du logement, des impôts, de l'enseignement scolaires et de l'éducation nationale actuels sont peu ou pas abordés, même en termes généraux comme il se doit dans un programme d'action qui évite d'être un catalogue politiciard ou revendicatif.

Il est vrai que le programme d'action proposé n'aborde pas tous ces aspects, toutes ces revendications. Pour autant, notre parti participe à des luttes citées plus haut. Si nous ne les avons pas toutes retenues, c'est délibé-

ré, c'est pour éviter le catalogue dont parle la lettre de notre correspondant, c'est pour nous efforcer de saisir les leviers importants dans la situation politique d'aujourd'hui. Afin de compléter cette remarque et d'expliquer notre point de vue, nous citons un passage du rapport introductif à la discussion sur le projet de programme lors de la Rencontre nationale du parti en juillet dernier... Bien sûr, cela ne doit pas clore la discussion; cette partie du programme présente sans nul doute des oublis et des insuffisances...

« Sur ce point encore, notre programme, dans sa forme et dans son fond, se distingue des programmes des partis de gauche. Ne parlons pas des programmes des partis au pouvoir, catalogues de promesses oubliés après chaque élection, resurgis pour la suivante. Ceux des partis de gauche, même s'ils reflètent assez correctement les aspirations des travailleurs de notre pays, sont eux aussi étroitement conditionnés par les échéances électorales; ces partis les avancent dans la perspective d'un changement de gouvernement, d'une fameuse alternative politique située dans le système capitaliste actuel.

« Nos propositions politiques, même si certaines sont communes avec celles d'autres partis, sont de nature différente; elles se situent sur le terrain de la lut-

te de classe, même si nous utilisons la tribune électorale pour les faire connaître; nous n'attendons pas qu'elles nous tombent rôties dans le bec, par la vertu d'un gouvernement Mitterrand-Marchais ou... PCML! Ce sont des objectifs de lutte, des revendications sur lesquels on se mobilise aujourd'hui, pour se battre contre le capitalisme, son Etat et les deux superpuissances, pour la révolution socialiste.

« Ces objectifs à la fois font levier dans la mobilisation de la classe ouvrière et des masses aujourd'hui, mais ne peuvent être réalisés dans leur intégralité et de manière durable que dans une France socialiste. Ce sont des objectifs pour une assez longue période. Une partie d'entre eux peuvent faire l'objet de réformes dans le cadre du capitalisme, réformes améliorant les conditions de vie de la classe ouvrière et favorisant la poursuite de sa lutte pour le socialisme.

« Dans la bataille pour gagner ces améliorations toujours fragiles et ponctuelles, pour défendre les conquêtes réalisées en cause, le prolétariat cumule des forces, s'organise; dans cette bataille, il noue des alliances avec les autres couches populaires. Aussi la définition des objectifs de lutte doit-elle viser correctement la cible, permettre de porter les coups les plus sévères et les plus

acérés au capital monopoliste, à son Etat, aux deux superpuissances.

« Voilà les soucis qui ont guidé la rédaction d'un premier projet de programme du parti; voilà pourquoi, compte-tenu de l'analyse actuelle de notre société impérialiste, nous avons fixé trois volets d'action : pour les libertés, pour le droit au travail et pour une vie décente, contre la guerre.

« Précisons l'enjeu de la question des libertés.

« La question des libertés est à la croisée de la riposte, nécessaire et déjà engagée, face aux attaques actuelles de la bourgeoisie monopoliste et de la question fondamentale de la révolution, celle de l'Etat capitaliste, de sa destruction. Notre société française n'est pas une société de libertés pour tous; seule en jouit pleinement et à son profit une minorité d'exploiteurs et d'hommes à leur service. Les atteintes actuelles aux libertés ont un caractère de classe fondamentale. Voilà ce que notre parti doit démontrer dans la bataille pour les libertés définies dans le programme d'action.

« Un exemple : l'abolition de l'article XVI, permettant l'instauration d'une dictature ouverte, fasciste, légale; c'est une réforme possible, réalisable dans certaines conditions, dans un certain rapport de forces favorable à la classe ouvrière. Nous

nous battons pour cette abolition. Une fois gagnée, le système sera toujours en place, mais les conditions de la lutte prolétarienne seront améliorées. Sur une telle question, des actions en alliance sont envisageables avec d'autres forces politiques de notre pays : le PS, le PCF qui l'ont inscrite à leur programme. Cependant, nous ne situons pas notre proposition d'action dans le même cadre; le nôtre, c'est le combat contre la constitution de la Ve République, forme juridique déterminant les structures mêmes de l'appareil d'Etat, légalisant la dictature de la bourgeoisie; le leur, c'est le maintien de la constitution et ce n'est pas un hasard, toutes leurs propositions d'autogestion immédiate, de contre-pouvoirs locaux, de pouvoirs à la base, se gardant de remettre en cause un seul instant l'appareil d'Etat bourgeois et sa forme juridique. Voilà pourquoi, dans nos actions pour les libertés et pour l'abrogation de l'article XVI, notre opposition à la constitution de la Ve République doit être présente, expliquée, étayée.

« Lors des actions pour la défense des libertés que nous mènerons activement et en alliance à la rentrée de septembre, le parti, par sa propagande, sa presse, ses explications, devra aussi apporter ses points de vue programmatiques ».



Mardi 28 Octobre
18h55
Tribune libre FR3

Pierre BAUBY le candidat

Contre Giscard-Barre

Contre la guerre

Parti Communiste Marxiste-Léniniste

Le 28 octobre, pendant un petit quart d'heure, le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) présentera les principaux axes de sa campagne pour les élections présidentielles, dont Pierre Bauby est le porte-parole en étant le candidat.

Tout d'abord, Jacques Jurquet - secrétaire général du PCML - expliquera pourquoi nous présentons un candidat. Pierre Bauby abordera ensuite les questions regroupées sous le mot d'ordre « Contre Giscard et contre la guerre », la nature indissociable de ces deux aspects et la spécificité de notre campagne. L'aspect information, avec diapositives, primera sur le commentaire.

« Contre Giscard », c'est-à-dire contre la politique du pouvoir et

du patronat : chômage-licenciements (ce qui se prépare dans l'automobile), les atteintes aux libertés, au droit à la santé. Le développement des exactions racistes et fascistes. Pour faire face à ces attaques, c'est l'unité des travailleurs qui est indispensable.

« Contre la guerre », dont la conscience du danger s'est accentuée depuis l'invasion de l'Afghanistan (et ce qui est en jeu). Il s'agit surtout de faire comprendre la nature impérialiste de l'URSS (Tchécoslovaquie, Erythrée, Cambodge...) et qu'il y a moyen de retarder l'échéance de la guerre mondiale (soutien aux peuples en lutte, de justes rapports avec le Tiers Monde).

Enfin, sera abordée la question des conditions de la participation effective des forces démocratiques (non représentées au Parlement) pendant la campagne électorale.

L'émission aborde les grandes lignes de notre programme, faisons-le savoir largement autour de nous. Que ce soit par écrit ou de vive voix (sans oublier les autocollants), invitons nos collègues de travail à des écoutes collectives et à en discuter ensuite. Agissons de même vis-à-vis des associations et organisations locales (notamment antiracistes et anti-impérialistes). Pour une fois que nous avons la parole à la télé, c'est une occasion de discussion à ne pas manquer!

Total précédent	64 883
Souscription à vente militante	PARIS 6
Cellule du PCML	NANCY 300
Suppt à réabt hebdo - A.Y.	NORD 60
Souscription sur vente hebdo	PARIS 6
Sur vente de timbres	PARIS 70
Suppt à abt spécial congrès - L.S.	CLICHY 50
Cellule du PCML	LAVAL 1 500
Suppt à réabt hebdo - F.Ch.	LE MANS 60
Souscription	REIMS 5
Suppt à réabt hebdo - H.D.	NORD 10
Souscription - L.T.	CORBEIL ESSONNE 400
Souscription	GRENOBLE 20
CPR du PCML	LANGUEDOC-ROUSSILLON 500
Suppt à réabt hebdo - P.P.	Région LYON 60
Sousc cellule du PCML Aurore	MASSY 140
Un camarade	BREST 20
Suppt à abt hebdo - P.W.	INDRE/LOIRE 70
Suppt à réabt hebdo - G.J.	GRENOBLE 60
Suppt à réabt hebdo - M.J.L.	UCKANGE 60
Suppt à abt spécial congrès	PARIS 200
Nouveau total au 20/10/80	68 787

**POUR ATTEINDRE
AU PLUS VITE LES
100.000F
SOUSCRIVEZ!**

«... L'affranchissement de la classe opprimée est impossible, non seulement sans une révolution violente, mais aussi sans la suppression de l'appareil du pouvoir d'Etat qui a été créé par la classe dominante (...). L'armée permanente et la police sont les principaux instruments de la force du pouvoir d'Etat (...). Briser la machine bureaucratique et militaire : en ces quelques mots se trouve exprimée la principale leçon du marxisme sur les tâches du prolétariat à l'égard de l'Etat au cours de la révolution».

(Lénine, L'Etat et la révolution)

QUE FAIRE DE LA POLICE ?

Les quelques faits récents que l'actualité a mis en lumière (affaire de Broglie, néo-nazis, attentats fascistes impunis...), ont amené à beaucoup parler de la police. Il ne s'agit ni de « bavures » (ou bien la liste en est alors infinie...), ni de problèmes d'individus (« il y a des brebis galeuses partout »). Ils sont les produits d'une machine à réprimer, d'un appareil dirigé contre les travailleurs, fonctionnant dans le secret. Si des néo-nazis ont pu appartenir à la police, c'est parce que l'idéologie dominante dans la police ainsi que les fonctions qui sont les siennes font que le nazisme et le fascisme n'y apparaissent pas comme des scandales. Pour une police dont une des fonctions essentielles, aujourd'hui, est de faire la chasse aux immigrés, le racisme est un comportement familier. Pour une police dont la fonction est d'intervenir contre les travailleurs en lutte, les attentats contre les syndicats sont dans le prolongement de la même action. Si les enquêtes sur les attentats fascistes antérieurs à celui de la rue Copernic ont été sabotées, c'est parce que les bandes fascistes ont une action convergente avec celle de la police, contre un même ennemi : le mouvement ouvrier.

«un des trois piliers de l'Etat»

L'appareil policier existant aujourd'hui est le produit de dizaines d'années de répressions anti-ouvrières. Son fonctionnement, les mentalités qui y règnent, son encadrement, les liens qui se sont créés, sont le produit de cette histoire. Celle-ci, outre la « banale » répression antiouvrière quotidienne, c'est aussi, par exemple, il y a 19 ans, le massacre dans les rues de Paris, de 200 Algériens. Ceux qui furent les responsables gouvernementaux de ce massacre sont toujours en place. Ils ne renient rien. Et combien de ceux qui en furent les auteurs directs sont-ils toujours en fonction dans la police à des niveaux divers ? Le 17 octobre 1961 montre sur quoi peut déboucher, en certaines circonstances, la « banale » répression quotidienne. Or, le même appareil qui a massacré demeure en place.

On nous dira qu'il y a des policiers attachés aux libertés démocratiques, qui combattent les activités fascistes dans la police, comme l'ont illustré leurs récentes déclarations. Qu'il existe de tels policiers est sans doute un facteur positif mais qui ne remet nullement en cause la fonction de la police contre les travailleurs. Il est clair également que ce ne sont pas eux qui détiennent les postes-clé.

Quelle attitude avoir face à cet appareil policier ? Ce devrait être une question essentielle pour qui conque se préoccupe de vouloir instaurer le pouvoir des travailleurs ou qui, du moins, le proclame. Question essentielle car les travailleurs font chaque jour l'expérience de l'utilisation antiou-

le sujet, force est de conclure que c'est qu'il a l'intention de maintenir l'appareil policier existant en place. Or, il y a incompatibilité entre prétendre instaurer le pouvoir des travailleurs et maintenir l'appareil policier. Comment cette police pourrait-elle être un instrument du pouvoir des travailleurs ?

épure se limitant aux éléments fascistes ne toucherait pas aux cadres de cette police, à ceux qui, quotidiennement, aujourd'hui, organisent la répression antiouvrière sans que l'on puisse pour autant parler de répression fasciste. De deux choses l'une : ou bien on aurait une épuration en fait très limi-

done alors, quelle force, les travailleurs pourraient-ils s'appuyer pour faire face à ces activités violentes ? Certainement pas sur l'appareil policier !

Pour défendre leurs intérêts, pour faire face à cette violence, les travailleurs auraient besoin à ce moment-là de leurs propres organisations armées. Mais, nous voilà loin du passage pacifique au socialisme...

... et destruction de l'appareil policier

Pour pouvoir réellement renverser le pouvoir de la bourgeoisie et exercer le leur, les travailleurs auront inévitablement besoin de leurs propres organisations armées. A la fois pour se défendre des inévitables coups de force qui auront lieu contre eux et pour pouvoir appliquer les décisions de leur pouvoir contre les partisans de l'ancien système.

La mise sur pied d'organisations armées des travailleurs, c'est-à-dire en fait la mise sur pied des structures d'un nouvel appareil d'Etat, apparaît comme la seule conclusion crédible si l'on veut mettre effectivement en œuvre une politique conduisant au pouvoir des travailleurs. L'appareil policier actuel, fait pour réprimer les travailleurs, leur est étranger par nature, pour cette raison. Il fonctionne dans le secret car il a besoin de celui-ci pour remplir sa fonction antipopulaire. Le maintenir, c'est, inévitablement, déboucher sur un pouvoir qui s'exerce contre les travailleurs car il est situé en dehors d'eux et hors de leur contrôle.

L'attitude face à la question de la police est un aspect de la question plus vaste de l'attitude face à l'Etat, qui concerne alors également les appareils judiciaires, militaires, etc. Deux voies existent face à ce problème : ou bien on maintient l'appareil policier pour l'essentiel et dans ce cas on débouche soit sur un pouvoir antipopulaire, soit sur une défaite sanglante des travailleurs ; ou bien, selon les circonstances historiques données, avec les moyens dépendant de ces circonstances, on s'engage dans la voie de la destruction de cet appareil policier qu'accompagne la mise sur pied d'un nouvel appareil d'Etat qui soit lié aux travailleurs, qui soit l'expression de leur organisation sur les lieux de travail et d'habitation.

En somme, les faits les plus immédiats nous montrent l'actualité de ce que Lénine a pu écrire sur le sujet.

Pierre BURNAND

Aulnay : «Un véritable commissaire principal... c'est déjà un succès de nos luttes»

Pierre Thomas, Maire PCF d'Aulnay

A la mi-juin dernier, alors que les attentats fascistes et racistes se multipliaient en Seine-St-Denis, le maire PCF d'Aulnay-sous-bois, adressait une lettre aux habitants pour nier l'existence de ces agressions. Il écrivait : «J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec le nouveau commissaire principal d'Aulnay-sous-bois, qui nous a indiqué que depuis une semaine, à Aulnay-sous-bois, aucune violence, aucune exaction n'a été commise, que ce soit vis-à-vis des enfants, des jeunes, des personnes âgées ou des immigrés». Or, il se trouve que dans la nuit du 12 au 13 juin, deux militants d'extrême-droite, les frères Pascal et Ghyslain Faure, avaient été arrêtés après avoir tiré sur de jeunes immigrés de la cité Aulnay 3 000. Ils avaient dans leur DS une carabine 9mm, cartouche engagée, un revolver à barillet avec des munitions et 3 balles percutees, des couteaux à cran d'arrêt, des barres de fer. Bien qu'ayant reconnu avoir tiré, ils furent remis en liberté... Le commissaire principal d'Aulnay avait dissimulé ces faits. Il faudra l'action du groupe municipal PSU d'Aulnay pour que la vérité commence à se faire jour. M. le maire d'Aulnay, quant à lui,

avait été, semble-t-il, trop confiant envers M. le commissaire. Il est vrai que dans sa lettre aux habitants, il déclarait : «Ce n'est pas d'aujourd'hui que nous luttons pour améliorer la sécurité des biens et des personnes à Aulnay-sous-bois... Nous avons pu obtenir : 1) la nomination d'un véritable commissaire principal à Aulnay-sous-bois, 2) la nomination d'un inspecteur principal efficace dans le bureau de police d'Aulnay 3 000, 3) l'augmentation des effectifs dans ce bureau de police, 4) la présence fréquente dans le nord de la ville de la brigade départementale d'intervention. C'est déjà un succès de nos luttes».

Comme «succès de nos luttes», le nouveau commissaire principal, ça se posait là !

Le 12 août 1979, à St Quentin (Aisne), Kwane Ossi, Ghannéen âgé de 26 ans, était interpellé et conduit au commissariat de la ville. Là, il sera violemment frappé. Il devra être hospitalisé pour l'éclatement du tympan, à la suite des coups. Réfugié politique, n'étant pas un simple travailleur, il pouvait par la suite témoigner ainsi dans *Liberation* du 1er septembre 1979 : «L'un d'eux m'a attrapé au cou, cogné

contre le sol, contre le mur. Le plus petit m'a donné une gifle. Il s'est mis à quatre pattes derrière moi... Le gros m'a poussé. Je suis encore tombé. Le gros est monté sur mon dos, il sautait sur moi... Le gros a mis de l'eau dans la gamelle d'un chien et l'a posée par terre. Il m'a mis à quatre pattes, a fait venir le chien. Il m'a obligé à boire en même temps que le chien».

Savez-vous qui était alors le commissaire de police de St Quentin ? M. Delfosse, le nouveau commissaire principal d'Aulnay.

Là-bas, dans son commissariat, on torturait ; à Aulnay, on relâche deux fascistes...

Et voilà ce que M. Thomas appelle «un succès de nos luttes»...

Ce n'est pas là le résultat d'une erreur d'appréciation ou d'une mauvaise information (même si cela a joué) : c'est le résultat d'une politique qui non seulement ne remet pas en cause l'appareil policier mais appelle à le renforcer.

M. Thomas concluait en disant : «Il faut poursuivre notre action pour obtenir... des commissariats supplémentaires dignes de ce nom» !

rière de la police. De Gaulle savait de quoi il parlait quand il disait que la police était un des trois principaux piliers de l'Etat. La police est un instrument essentiel du pouvoir. On ne peut escamoter le sort qu'on lui réserve quand on parle de réaliser le socialisme. Or, aussi bien le PCF que le Parti socialiste, sont d'une remarquable discrétion sur le sujet.

épure de la police...

Quand Georges Marchais, dans *L'espoir au présent*, trouve le moyen de ne pas dire un mot sur

L'Imagine-t-on, par exemple, intervenant pour imposer au patronat le respect de décisions des travailleurs ? Vouloir maintenir l'appareil policier en place, c'est avouer en fait que l'on ne veut pas du pouvoir des travailleurs. Ou alors, il faut aller plus loin. On nous dira peut-être : ce qu'il faut, c'est épurer la police de ses éléments fascistes. Une telle mesure nous semble effectivement souhaitable mais elle ne règle aucunement la question vue sous l'angle du pouvoir des travailleurs.

Épurer les éléments fascistes, certes, mais qui sont-ils ? Les limiter aux seuls adhérents d'organisations fascistes serait, par exemple, fort limitatif... De plus, une

tée, touchant quelques éléments mais maintenant l'essentiel, ou bien on aurait une épuration beaucoup plus conséquente s'étendant à ceux qui ont organisé et mis en œuvre la répression antiouvrière.

Cette seconde hypothèse, qui traduirait alors une réelle volonté d'aller vers le pouvoir des travailleurs, ne tarderait pas à se heurter à des réactions violentes à l'intérieur même de l'appareil policier. Réactions d'autant plus violentes qu'elles s'accompagneraient du développement de l'action de milices, organisées par le patronat dont les intérêts se trouveraient mis en cause, tandis qu'au sein de l'armée, on assisterait à des phénomènes semblables. Sur quoi

GERONIMO TON PEUPLE SE DRESSE

Tout commença par un massacre. On a volé leurs terres, leurs plaines et leurs chevaux... Plus tard, on a cru dompter les fils de Geronimo en les parquant dans des réserves. Aujourd'hui, c'est pour le sous-sol que le gouvernement fédéral voudrait les chasser de ces mêmes réserves... Mais les nations indiennes se dressent et c'est leur droit à l'existence qui est l'enjeu de cet ultime combat. Skarionake, représentant de la nation Mohawk d'Akwesasne (USA) était à Paris le 12 octobre, nous l'avons rencontré.

■ Pourquoi êtes-vous venus en France ?

Nous sommes venus à l'invitation du CISIA (comité d'information et de soutien aux Indiens d'Amérique) pour une tournée et des rencontres. Nous serons reçus notamment à Rennes, Angers, La Baule, Vannes.

A Nantes, nous serons reçus en tant que nation par l'adjoint au maire chargé des droits de l'homme. Le maire de Nantes lui-même a déclaré à Seattle que « les USA devraient remettre leur montre à l'heure en ce qui concerne les droits de l'homme ».

■ Où en êtes-vous dans votre combat ?

En 1923, nous sommes venus à la Société des Nations (ONU aujourd'hui) pour y être reconnus en tant que nations. Du 20 au 23 septembre 1977, s'est tenue au Palais des Nations

unies à Genève, la conférence des organisations non gouvernementales sur la discrimination à l'égard des populations indigènes des Amériques. Des délégués de plus de 60 nations et peuples indiens de l'Amérique du Nord, du Centre et du Sud, y ont participé. Ils ont déclaré devant la communauté internationale leur droit à l'autodétermination. Cette même conférence a décidé de faire du 17 octobre, jour de la soit-disant « découverte » de l'Amérique, une journée internationale de solidarité avec les peuples indiens des Amériques.

■ Quel est le problème de la nation Mohawk d'Akwesasne ?

On veut actuellement nous chasser de notre réserve pour y construire des centrales nucléaires, les eaux du St Laurent seraient utilisées comme liquide de refroidissement pour les réacteurs. Le projet concerne un centre gigantesque composé de 40 réacteurs, trois fleuves seulement peuvent être utilisés à cet effet : l'Hudson (en aval), le Niagara et le St Laurent. Ce dernier fleuve est le plus important et il traverse des territoires dont le taux de population est très faible. De gros intérêts sont en jeu, on dit que Westinghouse serait dans le coup.

Le 13 juin, la police fédérale, les brigades antiterroristes ainsi que des milices armées, ont littéralement encerclé le camp de Racquette Point, chef-lieu du territoire Akwesasne au nord de

l'Etat de New-York. Dans le même temps, une campagne d'intoxication avait été orchestrée dans les journaux, parlant tour à tour de bagarres entre deux factions indiennes, de complot communiste chez les Mohawks, etc... Plusieurs ultimatums nous furent lancés au cours de cette journée, mais devant la détermination des guerriers mohawks, qui avaient ressorti leurs armes et leurs fusils de chasse, l'assaut n'eut pas lieu. « Nous abattons même les enfants, ainsi nous n'aurons pas besoin de recommencer dans 20 ans » menaçait un policier. Le même jour, le chef de la nation Onondoga alla trouver le gouverneur de l'Etat de New-York, le menaçant de représailles si un seul Mohawk était blessé. Les nations Ganienkeh, Kaknewake, Tuscarroras, Oneida, Seneca, apportèrent leur soutien aux Mohawks. Durant les trois jours qui suivirent, publiant une liste d'objectifs sabotés en cas d'attaque policière, notamment des pipe-lines. Pendant trois jours, 3 à 4000 coups de téléphones, lettres, télégrammes de soutien aux Mohawks furent reçus au bureau du gouverneur de New-York. Ces journées de juin ont été importantes pour notre lutte, elles ont permis de renforcer notre solidarité.

Ce n'est qu'au mois d'août que les barrages de police ont été levés.



Il faut savoir que de tous temps, le gouvernement fédéral a tenté de réduire nos territoires, en polluant les rivières, en exterminant les animaux que nous chassons. Ainsi, le St Laurent, zone traditionnelle de pêche des Mohawks, est pollué par le mercure. Malgré les luttes que nous avons menées avec les agriculteurs du Nord de l'Etat, notre territoire est traversé par des lignes à haute-tension qui relient le Canada aux USA et font peser des menaces sur la population.

Par ailleurs le gouvernement fédéral voudrait déplacer la frontière pour avoir accès au maximum de plans d'eau du St Laurent. La nation Mohawk est à cheval entre le Canada et les USA.

■ Quelle forme prend votre combat ?

En 1968, a été créée l'AIM (Américain Indian mouvement). La situation est plus difficile chez nous, à l'Ouest qu'à l'Est des Etats-Unis, où est organisée une confédération iroquoise, avec un Conseil des chefs. Nous avons signé 7 traités avec la France, il y en a eu 459 entre les nations indiennes et les USA. Au début du XVIIIe siècle, nous avions affaire aux Anglais et aux Français, aujourd'hui nous revoilà ici pour reposer les problèmes.

Depuis 1923, nous avons des relations internationales et sommes reconnus en tant que nation par un certain nombre de pays. Les 6 nations iroquoises ont des relations diplomatiques avec 14 pays et voyagent avec leur propre passeport iroquois.

En 79, nous nous sommes présentés devant le Parlement européen, dans un mois nous

nous rendrons à Rotterdam devant le tribunal Russel. Nous comptons déposer une plainte contre les USA devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU, afin de renégocier nos accord avec les USA et de mettre en échec les projets du gouvernement fédéral.

■ Avez-vous des contacts avec les Indiens d'Amérique du Sud ?

Oui, depuis les années 70 par le groupe « Les racines blanches de la paix ». Lors de « la plus longue marche », lorsque nous avons traversé l'Amérique de la côte ouest à la côte est des USA pour dénoncer un projet de loi privant les Indiens de tous leurs droits (chasse, pêche, eau, sous-sol, droits politiques), nous avons élargi nos contacts et notre audience. On reparle de ce projet de loi depuis quelques mois.

■ Qu'attendez-vous des Européens ?

Nous voudrions qu'ils se débarrassent de leurs idées romantiques sur le noble sauvage, l'Indien à cheval devant le coucher du soleil. Nous existons et c'est pour le faire savoir que nous continuons à venir en Europe. Aux Etats-Unis, nous sommes à peu près un million, mais nombre d'Indiens par crainte des contrôles ne se déclarent pas Indiens. En Nouvelle Angleterre, il y avait 250000 Indiens à l'arrivée des colons, 20 ans après il n'y en avait plus que 25000. Les historiens parlent de « maladies » qui auraient fait des ravages, il s'agit en fait de massacres.

Mais les Européens qui sont venus nous voir chez nous, lorsqu'ils reviennent en Europe soutiennent notre lutte.

Propos recueillis par
Léon CLADEL



Skarionake et Tewenake, représentants de la nation Mohawk (de gauche à droite)
Les chefs de nations indiennes à la conférence de l'ONU à Genève en 1977 (en haut)